

# Nyeléni 2007

Forum pour la Souveraineté Alimentaire

Sélingué, Mali  
23 – 27 février 2007





## REMERCIEMENTS

Nyeléni 2007 a été l'aboutissement d'un véritable énorme effort collectif de la part de nombreuses organisations et personnes. Il y a eu tellement de personnes impliquées qu'il est impossible de les remercier chacune ici personnellement ; l'énergie investie dans le Forum a été tellement immense qu'il est impossible de mentionner toutes les bonnes actions ou tous les sacrifices réalisés. Nous pouvons seulement dire que c'est grâce à cette énergie et cet engagement collectif pour la cause de la Souveraineté Alimentaire que Nyéléni est devenu une réalité et un succès.

Cependant, nous voudrions profiter de cette occasion pour exprimer notre reconnaissance à l'infatigable équipe d'interprètes bénévoles, aux merveilleux cuisiniers, aux serviables bâtisseurs, nettoyeurs, gardes et chauffeurs, aux indispensables animateurs et rapporteurs des ateliers coordonnés par le groupe de soutien méthodologique, au généreux personnel de soutien, à la brillante équipe de communication, à l'infaillible équipe médicale, aux responsables des finances qui ont volé à notre secours, et aux généreux donateurs. Nous souhaitons remercier tout particulièrement les organisations de la société civile et les mouvements sociaux du Mali, notamment la CNOP et le comité de pilotage local pour leurs énormes efforts et contributions sans lesquels le Forum de Nyéléni n'aurait pas pu avoir lieu. Nous sommes extrêmement reconnaissants du soutien et des contributions du gouvernement et des autorités locales du Mali. Finalement, nous remercions chaleureusement les personnes, organisations et les pouvoirs publics du Mali et de Sélingué qui nous ont gracieusement ouvert les portes de leur pays pour y accueillir plus de 700 personnes provenant du monde entier. Ce beau pays occupe maintenant une place privilégiée dans la lutte pour la souveraineté alimentaire.

Nyeléni 2007 a été une étape sur le long chemin vers une véritable souveraineté alimentaire pour tous les peuples. Même si pour la plupart d'entre nous, le travail concret se réalise au niveau local, nous pensons que nos rencontres mondiales sont importantes aussi pour nous permettre d'apprendre les uns des autres et de construire des alliances. Encore une fois, tous nos remerciements les plus chaleureux à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce forum.

En solidarité,

*Le Comité de Pilotage International de Nyéléni 2007*

### Le Comité de Pilotage International de Nyéléni 2007

La Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP): Ibrahim Coulibaly (Mali).

La Via Campesina: Paul Nicholson (Pays Basque) et Mariam Sissoko (Mali).

ROPPA – Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest: Ndiougou Fall.

La Marche Mondiale des Femmes: Nana Aïcha Cissé (Mali) et Miriam Nobre (Brésil).

Le Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Pêche (WFF): Pedro Avedano (Chili).

Le Forum Mondial des Peuples Pêcheurs (WFFP): Herman Kumara (Sri Lanka).

Les Amis de la Terre International : Alberto Villareal (Uruguay) et Nnimmo Bassey (Nigeria).

Le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (CIP Rome): Maryam Rahmadian CENESTA (Iran) et Sarojeni Rengam, Réseau d'Action Pesticides, Asie Pacifique (Malaisie).

Le Réseau pour la Souveraineté Alimentaire: Aksel Naerstad, Development Fund (Norway) et Andrianna Natsoulas, Food & Water Watch (USA).

# Table des matières

Remerciements .....	3
Appel du comité de pilotage de nyéléni .....	6
<b>LA DÉCLARATION DE NYÉLÉNI</b> .....	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>12</b>
La vision de Nyéléni .....	14
La structure du forum .....	16
Processus du forum .....	18
Pourquoi un forum sur la souveraineté alimentaire en Afrique? .....	20
Les femmes au forum de Nyéléni .....	23
<b>THÈMES</b> .....	
Marchés locaux et commerce international .....	25
Connaissances et technologies locales .....	29
Accès et contrôle des ressources naturelles .....	33
Partager les territoires et la terre, l'eau, les droits de pêche, l'aquaculture et l'utilisation des forêts .....	37
Conflits, occupations et catastrophes naturelles .....	39
Conditions sociales et migrations forcées .....	41
Modèles de production .....	43
<b>DÉCLARATIONS</b> .....	
Déclaration des femmes sur la souveraineté alimentaire .....	48
Déclaration des jeunes .....	49
Déclaration des écologistes .....	50
<b>QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?</b> .....	
Les paysans maliens créent une nouvelle loi sur la souveraineté alimentaire .....	52
Qu'allons-nous faire ? .....	53
Promouvoir .....	53
Marchés locaux .....	53
Production et récolte agroécologiques .....	55
Savoirs locaux .....	56
Utilisation des instruments et programmes internationaux .....	56
Réforme agraire et contrôle des territoires par les communautés .....	57
Resister .....	59
Commerce international .....	59
Compagnies multinationales .....	60
Conflits et occupation .....	62
Technologie toxique .....	64

Monocultures et agro-carburants .....	64
Changement climatique .....	65
Renforcer le mouvement .....	66
Mobilisation.....	66
Construction d’alliances et consolidation de nos propres mouvements .....	68
Education .....	68
Communication .....	69
Journées d’action .....	70
Exemples d’actions spécifiques proposées par les secteurs .....	70
Exemples de propositions d’actions spécifiques par région .....	73
Liste de contacts : .....	75
Six piliers de la Souveraineté Alimentaire .....	76



## Appel du comité de pilotage de nyéléni

*Le temps de la souveraineté alimentaire est venu*

*Il est temps de réaliser notre programme d'action*

### **Sélingué, le 17-08-2008**

En février 2007, le Forum International pour la Souveraineté Alimentaire s'est tenu à Sélingué au Mali. C'était un événement unique qui rassemblait bon nombre des principaux mouvements et organisations du monde entier qui travaillent sur la souveraineté alimentaire. Le Forum de Nyéléni a contribué à élaborer un programme d'action international commun et a décrit très clairement comment nous voulons réaliser la souveraineté alimentaire dans nos pays et ceux à qui nous devons résister parce qu'ils dévastent la production alimentaire basée sur l'agriculture paysanne et les marchés locaux, détruisent la souveraineté alimentaire et nous rendent dépendants des compagnies multinationales et des marchés internationaux.

À peine un an plus tard, l'aggravation de la crise climatique, la nouvelle flambée des prix et l'approfondissement de la crise alimentaire montrent plus que jamais l'importance du programme décidé à Nyéléni !

Nyéleni 2007 a inspiré de nombreux événements cruciaux sur la souveraineté alimentaire dans le monde entier. Dans la région latino-américaine, d'importantes initiatives ont été prises par les gouvernements nationaux, comme l'ALBA et Pétrocaribe ; au Népal, une révision de la constitution a été entamée afin d'y inclure le concept de souveraineté alimentaire ; au Mali, le gouvernement a décidé de donner davantage la priorité à la production paysanne. La Bolivie et l'Équateur discutent de l'inclusion possible de la souveraineté alimentaire dans leurs nouvelles constitutions.

En juin 2008, avant la Conférence de Haut Niveau de la FAO, les organisations du Forum de Nyéléni ont lancé la déclaration « No more failures as usual » et, en deux semaines, plus de 600 organisations et mouvements avaient signé la déclaration. Cela montre clairement le large intérêt pour le programme d'action en faveur de la Souveraineté Alimentaire et le fait que de plus en plus d'organisations et de mouvements ressentent le besoin de concrétiser et d'atteindre ses objectifs à tous les niveaux. De nombreuses autorités locales et régionales ont été motivées par notre programme et sont intéressées par une collaboration avec nous afin d'appliquer les principes de la Souveraineté Alimentaire dans leur travail.

En avril 2008, l'Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD – International Assessment of Agricultural Knowledge and Technology for Development) a publié un rapport qui plaide en faveur d'un remaniement complet de l'agriculture contrôlée par les multinationales et pour un soutien accru à la production alimentaire durable issue de l'agriculture paysanne. Ce rapport a été soutenu par 58 gouvernements. Il démontre l'importance des connaissances traditionnelles, des marchés régionaux, des ressources naturelles, de la diversité et de l'agroécologie. Il met aussi l'accent sur le rôle des femmes en agriculture. Il identifie les menaces que sont les agro-carburants, les OGM et les Droits de Propriété Intellectuelle ainsi que le modèle d'agriculture industrielle. En bref, il demande davantage de souveraineté alimentaire !



Il est essentiel que nous continuions à élargir et à renforcer notre mouvement pour la souveraineté alimentaire. Nous devons amener le programme de la souveraineté alimentaire et le symbole de Nyéléni dans nos villes et dans nos villages, dans nos zones urbaines et rurales, partout où les gens continuent à lutter pour produire et consommer leur propre nourriture. Le programme de Nyéléni nous aidera à unir nos efforts, à intensifier les luttes locales, à attirer avec force l'attention des gouvernements régionaux et nationaux sur cette problématique et à faire entendre notre voix au niveau international. Nous ne pouvons plus accepter que ces politiques destructrices se poursuivent ! Des changements sont nécessaires ! Nous devons protéger et renforcer notre production alimentaire et nos marchés locaux. Nous avons besoin du soutien de tous et de la coopération des gouvernements pour relever ce défi !

Le comité de pilotage de Nyéléni a eu sa dernière réunion au Mali, à Sélingué, en Août 2008 ; il a ainsi terminé son travail et cessera d'exister, mais les organisations présentes se sont engagées à réaliser le programme d'action de Nyéléni et poursuivre la construction d'un mouvement pour la souveraineté alimentaire fort et efficace. Nous porterons ce programme dans tous les espaces où nous sommes actifs au niveau national, régional et international. Nous espérons qu'il deviendra un mouvement dynamique, ouvert et vibrant qui puisse réellement provoquer les changements nécessaires !

Les organisations du comité de pilotage ont décidé de créer la Newsletter de Nyéléni (voir ci-dessous) et nous espérons qu'elle nous permettra de rester tous en contact et mobilisés. Elle doit nous encourager les uns les autres dans nos actions !

Le centre de formation de Nyéléni est utilisé et se développe et nous espérons qu'il continuera à jouer son rôle en donnant aux mouvements la possibilité d'échanger leurs expériences et de construire de nouvelles stratégies et actions. Nous espérons que les organisations du Mali, mais aussi les mouvements de l'Afrique de l'Ouest et du monde entier, choisiront Nyéléni pour certaines de leurs rencontres et de leurs formations.

Les organisations du comité de pilotage prendront l'initiative d'organiser un second « Nyéléni » autour de 2012-2013, au moment qui sera le plus approprié pour galvaniser les mouvements et le programme d'action pour la souveraineté alimentaire. Entre-temps, nous espérons et nous savons que la lutte sera poursuivie par tous ceux qui s'y sont impliqués, pour arriver à placer la souveraineté alimentaire au coeur de l'agenda alimentaire. Nous espérons que de nombreuses actions et événements locaux, nationaux, régionaux et internationaux auront lieu pour maintenir en vie et en mouvement le symbole de Nyéléni !

*Le temps de la souveraineté alimentaire est venu !*

*Le Comité de Pilotage de Nyéléni 2007.*

**Pour les rapports, déclarations et autres informations sur le Forum voir [www.nyeleni.org](http://www.nyeleni.org)**

Les organisations suivantes ont participé à la dernière réunion : CNOP-Mali, la Marche mondiale des femmes, la Via Campesina, le Forum Mondial des Peuples Pêcheurs, le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (CIP), IRPAD/COPAGEN-Mali, Amis de la Terre International, le Réseau pour la Souveraineté Alimentaire représenté par Development Fund et Food and Water Watch.

# La déclaration de Nyéléni

*Village de Nyéléni, Sélingué, Mali  
Février 2007*

Nous, plus de 500 représentants d'organisations de paysans/de petits exploitants familiaux, de pêcheurs artisanaux, de peuples indigènes, de paysans sans terre, d'ouvriers agricoles, de migrants, de pasteurs nomades, d'habitants des forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologiques et urbains, provenant de plus de 80 pays, nous sommes rassemblés dans le village de Nyéléni à Sélingué, Mali, afin de consolider le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. Nous le construisons brique par brique, en vivant dans des huttes construites à la main selon la tradition locale, et en consommant de la nourriture produite et préparée par la communauté de Sélingué. Nous donnons à notre entreprise collective le nom de « Nyéléni » en hommage à une femme paysanne malienne légendaire qui a cultivé la terre, a bien alimenté les siens et nous a inspirés.

La plupart d'entre nous sommes des producteurs d'aliments. Nous sommes préparés à, capables de et disposés à alimenter tous les peuples du monde. Notre patrimoine en tant que producteurs de nourriture est fondamental pour l'avenir de l'humanité. C'est particulièrement vrai dans le cas des femmes et des peuples indigènes qui sont des créateurs historiques de connaissances en matière alimentaire et agricole, même s'ils sont dévalorisés. Mais ce patrimoine et nos capacités de produire une alimentation saine, savoureuse et abondante sont menacés et minés par le néolibéralisme et le capitalisme mondialisé. La souveraineté alimentaire



Nyéleni 2007 [ 8 ]

nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, récupérer et consolider nos connaissances et nos capacités en matière de production alimentaire.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement adaptée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. Elle place ceux qui produisent, distribuent et consomment la nourriture au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, en lieu et place des exigences des marchés et des multinationales. Elle défend les intérêts et l'inclusion des générations futures. Elle propose une stratégie de résistance et de démantèlement du régime commercial et alimentaire actuel contrôlé par les grandes firmes. Elle fournit les instructions nécessaires à la mise en place de systèmes de production alimentaire, d'agriculture et de pêche définis et organisés, par les producteurs locaux, hommes et femmes.

La souveraineté alimentaire donne priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux, elle donne du pouvoir aux paysans, à l'agriculture familiale, à la pêche artisanale, aux petits éleveurs nomades ; Elle assure que la production, la distribution et la consommation d'aliments soient fondées sur la pérennité écologique, sociale et économique. La souveraineté alimentaire favorise un commerce transparent afin d'assurer un revenu équitable à tous et de garantir les droits des consommateurs à contrôler leur alimentation et leur nutrition. Elle garantit que les droits à utiliser et gérer nos terres, nos territoires, notre eau, nos semences, notre bétail et notre biodiversité soient entre les mains de ceux d'entre nous qui produisent la nourriture. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales sans oppression et sans inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

A Nyéléni, lors de nombreux débats et interactions, nous avons approfondi notre compréhension collective de la souveraineté alimentaire et nous avons appris à mieux connaître la réalité des luttes de nos mouvements respectifs pour conserver notre autonomie et récupérer nos pouvoirs. Nous comprenons mieux maintenant les outils dont nous avons besoin pour construire notre mouvement et promouvoir notre vision collective.

## Pourquoi nous battons-nous ?

### Pour un monde où...

... tous les peuples, les Etats et les Nations soient capables de déterminer leurs propres systèmes et politiques de production d'aliments qui offrent en suffisance à chacun des aliments de bonne qualité, abordables, sains et culturellement adaptés ;

... la reconnaissance et le respect des rôles et des droits des femmes dans la production alimentaire devienne une réalité, et où elles soient représentées à tous les niveaux de décision ;

... tous les peuples de tous les pays puissent vivre avec dignité, gagner un salaire décent pour leur travail et ce sans devoir quitter leur foyer ;

... la souveraineté alimentaire soit considérée comme un droit humain fondamental, reconnue et mise en oeuvre par les communautés, les peuples, les Etats et les organisations internationales ;

... nous soyons capables de préserver et de régénérer les milieux ruraux, les stocks de poisson, les paysages et les traditions alimentaires grâce à une gestion écologiquement durable des terres, des sols, de l'eau, des mers, des semences, du bétail et de toute la biodiversité ;

... l'on valorise, reconnaît et respecte la diversité des connaissances, des modes d'alimentation, des langues et des cultures traditionnelles, ainsi que nos modes d'organisation et d'expression ;

... il y aie une véritable réforme agraire intégrale qui garantisse aux paysans l'intégralité de leurs droits à la terre, protège et récupère les territoires des peuples indigènes, assure aux communautés de pêcheurs l'accès à leurs zones de pêche et aux écosystèmes qu'elles contrôlent, honore les droits d'accès et de contrôle sur les pacages et les parcours de transhumance, garantit des emplois décents rémunérés équitablement, le respect des lois du travail pour tous et assure un avenir aux jeunes dans les campagnes ;

... où la réforme agraire donne un nouveau souffle à l'interdépendance entre les producteurs et les consommateurs, assure la survie de la communauté, la justice économique et sociale et la pérennité écologique, ainsi que le respect de l'autonomie et de la gouvernance locale avec l'égalité de droits entre les hommes et les femmes ;

... où la réforme agraire garantisse les droits aux territoires et à l'autodétermination de nos peuples ;

... où nous partageons nos terres et nos territoires pacifiquement et équitablement entre les peuples, qu'il s'agisse de paysans, d'indigènes, de pêcheurs artisanaux, de bergers nomades ou autres ;

... dans les cas de catastrophes naturelles ou provoquées par l'être humain et des périodes de reconstruction après les conflits, la souveraineté alimentaire agisse comme une sorte « d'assurance » qui consolide les efforts locaux de reconstruction et atténue les impacts négatifs ;

... où nous n'oublions pas que les peuples frappés ne sont pas impuissants et que des organisations locales fortes sont la clé de la reconstruction ;

... où le pouvoir des peuples de prendre des décisions relatives à leur patrimoine matériel, naturel et spirituel soit préservé ;

... où tous les peuples aient le droit de protéger leurs territoires contre les agissements des compagnies multinationales.

## Contre quoi nous battons-nous ?

Contre l'impérialisme, le néo-libéralisme, le néo-colonialisme et le patriarcat, ainsi que tous les systèmes qui affaiblissent la vie, les ressources et les écosystèmes. Contre les agents qui favorisent ces systèmes, comme les institutions financières internationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre échange, les compagnies multinationales et les gouvernements qui sont hostiles à leurs peuples ;

Contre le «dumping» de produits alimentaires à des prix inférieurs aux coûts de production dans l'économie mondiale ; Contre le contrôle de notre alimentation et de nos systèmes de production alimentaires par des sociétés qui privilégient le profit au détriment des personnes, de la santé et de l'environnement ;

Contre les technologies et les pratiques qui sapent nos futures capacités de production alimentaire, détruisent l'environnement et menacent notre santé ; les cultures et les animaux transgéniques en font partie, ainsi que la technologie Terminator, l'aquaculture industrielle et les pratiques de pêche destructrices, la soi-disant révolution blanche de la production laitière industrielle, les soi-disant « vieille » et « nouvelle » révolutions vertes, et les « déserts verts » des monocultures industrielles (dont les agro-carburants).

Contre la privatisation et la marchandisation de l'alimentation, des services publics de base, des connaissances, des terres, de l'eau, des semences, du bétail et de notre patrimoine naturel ;

Contre les projets/modèles de développement et l'industrie minière, qui déplacent les populations et détruisent notre environnement et notre patrimoine naturel ;

Contre les guerres, les conflits, les occupations, les blocus économiques, les déplacements forcés de personnes, la confiscation de leurs terres, et toutes les forces et les gouvernements qui en sont la cause et les soutiennent ; Contre les programmes de reconstruction d'après les catastrophes et les conflits qui détruisent nos environnements et nos capacités ;

Contre la criminalisation de tous ceux qui se battent pour protéger et défendre nos droits ;

Contre l'aide alimentaire qui n'est que du «dumping» déguisé, qui introduit des OGM dans nos environnements et nos systèmes alimentaires et est à l'origine d'un nouveau colonialisme ;

Contre l'internationalisation et la mondialisation de valeurs paternalistes et patriarcales qui marginalisent les femmes, les communautés paysannes, indigènes, de bergers nomades et de pêcheurs dans le monde entier.

## Que pouvons-nous et qu'allons-nous faire ?

Exactement comme nous travaillons avec la communauté locale à Sélingué pour créer un espace de rencontre à Nyéléni, nous sommes engagés dans la construction de notre mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire en forgeant des alliances, en nous soutenant mutuellement dans nos luttes et en élargissant notre solidarité, nos forces et notre créativité aux peuples du monde entier qui sont engagés en faveur de la souveraineté alimentaire. Toutes les luttes pour la souveraineté alimentaire, partout dans le monde, sont nos luttes.

Nous avons défini un certain nombre d'actions collectives destinées à partager notre vision de la souveraineté alimentaire avec tous les peuples du monde ; elles sont détaillées dans notre document de synthèse. Nous réaliserons ces actions dans nos localités et nos régions respectives, dans nos propres mouvements et en solidarité avec d'autres mouvements. Nous partagerons notre vision et notre programme d'action pour la souveraineté alimentaire avec d'autres qui ne peuvent pas nous rejoindre ici à Nyéléni pour que l'esprit de Nyéléni gagne le reste du monde et devienne une déferlante qui transforme la souveraineté alimentaire en réalité pour tous les peuples du monde.

Finalement, nous offrons notre soutien inconditionnel et inébranlable aux exigences des mouvements paysans du Mali et au ROPPA pour que la souveraineté alimentaire devienne une réalité au Mali et dans toute l'Afrique.

*Le temps de la souveraineté alimentaire est venu !*



# Introduction

Nyéleni 2007, le Forum Pour la Souveraineté Alimentaire, a été une occasion pour les personnes qui récoltent et produisent de la nourriture à partir des forêts, des eaux et des terres autour du monde, de partager des informations et de développer des stratégies afin de protéger leurs moyens d'existence et la santé de la Terre des forces qui tentent de les contrôler, les polluer et les détruire.

Plus de 500 paysans, pêcheurs, travailleurs migrants, et autres, provenant de plus de 80 pays ont accepté l'invitation au Forum et se sont rendus à Sélingué (Mali, Afrique de l'Ouest). Des alliés du mouvement pour la souveraineté alimentaire provenant d'organisations non gouvernementales du nord et du sud global se sont joints à eux, outre environ deux cents interprètes bénévoles, administrateurs et coordinateurs, cuisiniers, personnel médical et de nettoyage, sans parler des ouvriers locaux qui ont construit les cabanes pour l'hébergement et les abris pour les rencontres. Pendant six jours, ce groupe bigarré a discuté, débattu, raconté des histoires et s'est efforcé de surmonter les barrières linguistiques et culturelles. La plupart des délégués parlaient une des quatre langues de travail du Forum (français, anglais, espagnol, et la langue locale, le bambara), mais les conversations informelles se faisaient souvent par gestes, langage corporel et quelquefois au moyen d'images dessinées sur le sol avec un bâton.

---

*« Pour nous, la Souveraineté alimentaire est la capacité de vivre de ce que nous produisons, mais notre marché est noyé sous les importations. Même si nos produits sont bons : notre gomme arabique et notre beurre de karité sont recherchés par les étrangers. En Afrique, la souveraineté alimentaire est une question qui concerne avant tout les femmes : du champ à l'assiette, 80% de la nourriture dépend d'elles. Nous faisons tout !*

---

*Donc, pour le Forum, nous voulions montrer que nous étions capables de nourrir plus de 600 personnes pendant une semaine. Nous voulions relever ce défi de la souveraineté alimentaire. 70 femmes s'en sont chargées. Chaque jour, nous achetions des produits frais à des petits producteurs. Au début, il y a eu quelques problèmes, mais cela s'est amélioré. Le véritable problème était que nous étions en Afrique ! Tout le monde voulait profiter des repas... Comment pouvions-nous refuser ? En fait, nous avons alimenté plus de 1000 personnes ! »*

---

## Nos objectifs:

- approfondir notre compréhension collective de la souveraineté alimentaire,
- apprendre les uns des autres les défis spécifiques et les luttes où nous sommes engagés,
- accroître notre capacité d'action commune et de solidarité,
- mener ensemble des réflexions stratégiques et tactiques sur nos champs de bataille au niveau local et international,
- enraciner notre travail dans la diversité des peuples, des cultures et des luttes que nous représentons



La **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE** place ceux qui produisent, distribuent et ont besoin d'une nourriture locale saine au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche, en lieu et place des exigences des marchés et des firmes qui réduisent l'alimentation à des marchandises et des composants commercialisables sur les marchés internationaux.

Elle dote d'un cadre politique l'alimentation, l'agriculture, l'élevage, la pêche et les autres systèmes de production, de récolte et de cueillette de nourriture déterminés par les communautés locales.

Elle propose une stratégie de résistance et de démantèlement de ce système inéquitable et non durable dont les effets pervers sont à la fois la malnutrition chronique et l'augmentation alarmante de l'obésité.

La **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE** inclut le droit à la sécurité alimentaire – le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement adaptée produite par des méthodes socialement justes et écologiquement sensibles. Elle implique le droit des peuples à participer à la prise de décision et à définir leurs propres systèmes alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche.

Elle défend les intérêts et l'inclusion de la prochaine génération et soutient de nouvelles relations sociales libérées de l'oppression et de l'inégalité entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux et les classes sociales.

Elle promeut une véritable réforme agraire et défend l'accès aux territoires productifs et le partage de ceux-ci sans menace des privatisations et des expulsions.

Le cadre même du Forum se voulait le reflet de l'idée de base de la souveraineté alimentaire selon laquelle les peuples ne doivent pas être dépendants et sont capables de subvenir à leurs besoins alimentaires. Le lieu rural a été choisi pour favoriser la cohérence entre les propositions et les méthodes pratiques pour réaliser la souveraineté alimentaire.



C'était un Forum populaire, sans présentations « Powerpoint » sans tables recouvertes de nappes immaculées, sans costumes ni cravates. Nous nous sommes réunis dans un amphithéâtre qui était en réalité une gigantesque tente à ciel ouvert protégée du torride soleil africain par un toit fait de nattes de paille tressée combinées à un assemblage improvisé de tissus colorés, et abondamment décorée avec les bannières et les slogans des organisations de base du monde entier.

Située sur les rives du lac Sélingué, cette structure centrale était entourée d'un village africain traditionnel de construction récente fait de huttes en torchis aux toits de chaume en guise de chambres à coucher, de latrines à fosse et de douches rudimentaires, et de « salles » de réunion à l'air libre faites de toits de chaume soutenus par deux murs en torchis ou par des piliers disposés en cercles autour de nattes de paille posées à même le sol pour empêcher le sable de voler en tous sens dans le vent permanent.

Le site a été construit avec des matériaux locaux par des ouvriers du coin et, après le forum, il sera géré par l'organisation paysanne nationale, la CNOP, et utilisé comme centre de formation pour les organisations d'Afrique occidentale.

La nourriture était entièrement locale, cuisinée sur des foyers à ciel ouvert par une équipe de femmes des environs. Au cours des longues files d'attente au moment des repas, les participants blaguaient en disant que c'était une autre démonstration sur le thème de la souveraineté alimentaire : à la fois la longue attente pour

## LA VISION DE NYÉLÉNI

Nyéleni (le nom signifie « première fille ») était l'enfant unique d'un couple de paysans maliens à une époque où n'avoir qu'un enfant, et une fille par-dessus le marché, était une honte. Malgré ce contexte défavorable, Nyéleni devint une paysanne très respectée qui subvint aux besoins de sa propre famille et de beaucoup d'autres personnes grâce à son dur labeur et à son ingéniosité en matière de production et de transformation alimentaire. On lui attribue le développement d'une céréale locale appelée « fonio » qui, des centaines d'années plus tard, est toujours une culture vivrière importante.

La présence symbolique de cette icône au Forum qui portait son nom était particulièrement importante pour les nombreuses femmes productrices présentes. En tant qu'agricultrices, productrices de fourrages, bergères, transformatrices et cuisinières, les femmes en Afrique comme partout ont un rôle central qui a été reconnu et honoré à Nyéleni 2007.

*« Sous le regard de Nyéleni qui défait les lois discriminatoires et bouillonnait de créativité et de génie agricole, nous poserons une balise pour la construction d'un autre monde. »*

*« Historiquement, les femmes ont toujours été les dépositaires des connaissances agricoles et alimentaires et elles sont aujourd'hui les principales gardiennes de la biodiversité et des semences. »*

avoir droit à la nourriture et la certitude qu'elle serait là au bout du chemin, puisqu'elle était entièrement produite localement. Pour la plupart des délégués, les conditions quelque peu spartiates étaient suffisamment confortables, même si les raccordements électriques étaient quelque peu précaires et bien que la construction des bâtiments soit encore en cours au moment de l'arrivée des délégués. Cependant, de nombreuses personnes avaient des difficultés à s'adapter à la chaleur torride et au vent sec ; le personnel médical répétait sans cesse qu'il fallait boire au moins trois litres d'eau par jour.

---

*« Nous avons testé l'eau et elle est parfaitement sûre », disaient-ils. « En fait, elle est meilleure que l'eau de Barcelone ! »*

---

Les pannes d'électricité occasionnelles et les problèmes avec les fréquences radio utilisées par le système d'interprétation étaient, en fait, des obstacles insignifiants par rapport aux barrières linguistiques, culturelles et politiques, mais tous ces problèmes étaient abordés avec la même bonne volonté.

En même temps, le lieu du Forum était un rappel constant des structures et des politiques qui doivent intégrer la souveraineté alimentaire. Le site se trouve près du barrage hydroélectrique sur la rivière Sankarani, un affluent du fleuve Niger, qui a été construit par la Banque Mondiale avec de graves conséquences environnementales et sociales. Ce barrage provoqua un afflux de population considérable attirée par la perspective de vivre de la pêche, mais les stocks de poissons s'épuisèrent rapidement, plongeant la population dans une pauvreté plus grande encore.



## LA STRUCTURE DU FORUM

### Origines

La réflexion sur la souveraineté alimentaire qui a jeté les bases du forum a surgi d'une proposition politique de la Via Campesina au cours du Sommet Mondial sur l'Alimentation de 1996. La souveraineté alimentaire va plus loin que la sécurité alimentaire, qui se préoccupe essentiellement des moyens de garantir une alimentation suffisante par le biais de l'aide alimentaire, du commerce, de mécanismes de production et de commercialisation aux niveaux national et international. La souveraineté alimentaire reconnaît par contre l'alimentation comme un droit fondamental de tous les peuples et la considère comme la base commune, le point de départ et le facteur prioritaire de la réalisation de la justice économique, sociale et politique.

Comme l'a dit un délégué de Nyéléni : « Tous les peuples qui veulent être libres et indépendants doivent produire leur propre alimentation. La Souveraineté Alimentaire est plus qu'un droit ; pour pouvoir mettre en œuvre des politiques qui permettent l'autonomie de la production alimentaire, nous avons besoin de conditions politiques qui favorisent l'exercice de l'autonomie dans tous les espaces territoriaux : les pays, les régions, les villes et les communautés rurales. La Souveraineté Alimentaire n'est possible que si elle se réalise en même temps que la souveraineté politique des peuples. »

### Ouverture des débats sur la Souveraineté Alimentaire à Sélingué

Le village de Nyéléni se trouve à Sélingué, dans la communauté rurale de Baya, un petit village à 140 km de Bamako. La communauté de Sélingué ne s'est pas limitée à accueillir Nyéléni, elle a également pris part au débat sur la souveraineté alimentaire. Le monde des radios locales est très vivant dans tout le Mali et Sélingué n'a pas fait exception à la règle : la station de radio locale, qui émet jusqu'à 200 km de là, a couvert le forum, et ses journalistes ont interrogé aussi bien des participants que des habitants de la région au sujet du forum de Nyéléni. Ces journalistes, qui ont travaillé bénévolement, ont fait une excellente présentation générale du Forum en Bambara (la langue locale) où ils ont expliqué quels en étaient les enjeux, qui étaient les participants et les raisons pour lesquelles un nouveau village avait été construit.

La même station a également couvert deux événements à Sélingué qui ont rassemblé les participants au forum de Nyéléni et la communauté locale. Les producteurs de riz de Sélingué ont rencontré les producteurs de riz de Thaïlande et de Corée et leur ont demandé de manière très directe : « pourquoi nous détruisez-vous ? ». Une discussion s'est alors engagée sur l'économie, les importations et les exportations, les conflits commerciaux entre les agriculteurs, mais aussi sur la solidarité. Les cultivateurs de riz africains ont compris, à leur grande surprise, que les cultivateurs de riz en Asie aussi sont pauvres.

Lors d'un autre rassemblement, des pêcheurs de Sélingué ont rencontré des pêcheurs d'autres parties du monde et il leur est apparu clairement que leurs situations sont similaires. Un pêcheur du Lac Victoria en Afrique de l'Est a dit qu'il était faux que les pêcheurs étaient sans ressources et avaient besoin de la charité et de l'aide extérieure pour survivre. Il a affirmé que si les pêcheurs réussissaient à s'organiser, ils pouvaient améliorer leur situation en mettant leurs ressources en commun, et même parvenir à économiser de petites sommes. Par exemple, il y a autour du Lac Victoria 500 coopératives de petits pêcheurs ; leur objectif principal est de s'organiser afin de réglementer le temps de pêche de chacune d'entre elles.



Afin d'analyser et de comprendre les modes de production, de commercialisation et de consommation de l'alimentation, la souveraineté alimentaire propose de remettre en question l'ensemble du tissu économique mondial et de la société:

- les cultures végétales, l'élevage et les produits de la mer obtenus par des modes de production industriels à usage intensif de ressources ;
- l'émergence de technologies dangereuses, telles que les organismes génétiquement modifiés et la nanotechnologie ;
- le paradigme du commerce mondial propagé par des institutions telles que l'Organisation Mondiale du Commerce et concrétisé dans les Accords de Libre Echange ;
- l'aide alimentaire qui n'est qu'un prolongement du "dumping" par le Nord dans le Sud ;
- le brevetage des connaissances traditionnelles ;
- la consolidation croissante et déterminante du contrôle exercé par les grosses firmes sur la production, la distribution et la commercialisation des produits alimentaires.

[ 17 ] Nyéléni 2007

## Organisation

Le Forum a été géré par un Comité de Pilotage international qui a travaillé en collaboration avec un comité d'organisation local au Mali avant et pendant le Forum. Les membres du Comité de Pilotage International comprenaient :

- La Via Campesina
- la Marche Mondiale des Femmes
- le Forum Mondial des Pêcheurs et Travailleurs de la Pêche (WFF)
- le Forum Mondial des Peuples de Pêcheurs (WFFP)
- les Amis de la Terre International
- le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire Rome (CIP)
- le Réseau pour la Souveraineté Alimentaire (représenté par le Development Fund, Norvège, et Food & Water Watch, Etats-Unis)
- Le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest Network (ROPPA)
- la Coordination Nationale des Organisations Paysannes, Mali (CNOP)

Des rencontres nationales et régionales ainsi que des conférences dans chacune des régions géographiques suivantes ont constitué le travail préparatoire au Forum: l'Afrique, l'ouest et le centre de l'Asie, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe.

## PROCESSUS DU FORUM

Le processus du Forum a été conçu pour assurer que les problèmes et les préoccupations de tous les délégués, hommes et femmes, puissent être traduits en plans d'action ainsi qu'en déclarations de principe.

La première étape a été de discuter des problèmes principaux liés aux sept thématiques du Forum en considérant les trois questions suivantes : Pourquoi nous battons-nous ? Contre quoi nous battons-nous ? Qu'allons-nous faire pour résoudre ces problèmes ?

### Les sept thématiques sont les suivantes :

- 1) Politiques commerciales et marchés locaux ;
- 2) Technologies et savoirs locaux ;
- 3) Accès aux et contrôle des ressources naturelles (terre, eau, semences, races de bétail) ;
- 4) Partage des territoires et des terres, de l'eau, des droits de pêche, de l'aquaculture et de l'utilisation des forêts entre les secteurs ;
- 5) Conflits et catastrophes : réponses aux niveaux local et international ;
- 6) Conditions sociales et migrations forcées ;
- 7) Modèles de production : impact sur les populations, leur gagne-pain et l'environnement.

Les points clé de ces débats ont été repris dans les rapports présentés en plénière par les présidents de session. Le comité de pilotage en a ensuite extrait la trame commune qui a été résumée en 15 points à soumettre à la réflexion des groupes sectoriels. Ces groupes ont à leur tour ajouté des préoccupations spécifiques à leurs secteurs sociaux respectifs, et ont fait des propositions pour un programme d'action commun.



### Les six secteurs comprennent :

- Les paysans et les petits producteurs agricoles.
- Les pêcheurs artisanaux.
- Les bergers nomades.
- Les peuples indigènes.
- Les ouvriers et les travailleurs migrants.
- Les consommateurs et les mouvements urbains.

En outre, il y avait trois groupes d'intérêt qui assuraient que leurs préoccupations et points de vue spécifiques soient intégrés dans tous les débats, toutes les propositions et projets. Ces groupes d'intérêt étaient les femmes, les jeunes et les environnementalistes.

Dans l'ensemble, une réponse commune aux trois questions a pris forme pour chacune des sept thématiques et dans les six secteurs concernés.

Nous nous battons pour la diversité dans le cadre d'un objectif commun qui s'est matérialisé à Sélingué.

Nous nous battons contre la mondialisation néo-libérale qui favorise les entreprises multinationales, qui impose les monocultures, les monopoles, la domination et les effets dévastateurs qui en découlent pour les cultures, les peuples, les paysages, l'eau et tous les autres êtres vivants.

[ 19 ] Nyéléni 2007

Les actions que nous allons entreprendre pour contrer ces processus reflètent la diversité inhérente à la construction de notre mouvement.

Les 15 points, réduits à 14, ont été envoyés aux groupes régionaux en guise de recommandations destinées à l'élaboration de plans d'action spécifiques en fonction des luttes régionales. Tout cela a été synthétisé par des bénévoles privés de sommeil et a été présenté à la dernière session plénière pour y être approuvé et devenir la Déclaration de Nyéléni.

Un Programme d'Action détaillé, cadré d'abord par secteur et ensuite par région (voir pages 50-69) a également été présenté. Après le Forum, sur base du programme d'action, de la déclaration et des résultats des différents groupes de travail, un Rapport de Synthèse a été produit et mis en ligne (avec les autres documents du Forum) sur le site web, [www.nyeleni2007.org](http://www.nyeleni2007.org), où il peut être consulté.

## POURQUOI UN FORUM SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE?

*Ibrahima Coulibaly, Président, Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP)*

L'Afrique est un continent de paysans, ils sont 60 à 80% de la population selon les statistiques officielles, et la question alimentaire est cruciale. L'Afrique est présentée dans les médias comme un continent qui est incapable de s'autoalimenter, un continent constamment frappé par la famine et la sécheresse. Les médias ne parlent pas des aspects positifs : les luttes quotidiennes des paysans pour produire des aliments pour eux-mêmes, pour les consommateurs, pour les villes. Ils ne tiennent pas compte non plus du contexte difficile dans lequel ils doivent remplir leur mission : celui de la libéralisation des marchés et des privatisations.

Pour nous en Afrique, le concept de souveraineté alimentaire est essentiel parce qu'il englobe tous les éléments des alternatives au modèle agricole actuel qui nous est imposé. Par exemple, la souveraineté alimentaire parle avant tout des droits des Etats à définir leurs propres politiques. Or, ces droits ont été bafoués par les programmes d'ajustement structurels imposés à nos pays par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI). Nos Etats ne sont plus capables de définir et de mettre en œuvre leurs propres programmes sans être bloqués par la Banque Mondiale et le FMI qui tiennent les rênes de nos économies. La souveraineté alimentaire exige aussi que les paysans aient accès aux ressources et soient protégés des retombées négatives des marchés internationaux, notamment le "dumping". La souveraineté alimentaire est pour nous un concept fondamental qui apporte des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés dans nos vies quotidiennes.

Aujourd'hui, ce que l'Afrique peut offrir au reste du monde c'est son pragmatisme. Nous avons de nombreux problèmes et pas de temps à perdre dans des discussions théoriques. Nous devons résoudre nos problèmes maintenant. Nous sommes riches en ressources humaines et productives et, pour nous, la solution des problèmes passe par un dialogue entre nous et ceux qui sont au pouvoir. Nous, les mouvements sociaux, ne sommes pas au pouvoir, mais nous ne pouvons pas accepter aveuglément la situation actuelle et ceux qui sont au pouvoir doivent nous écouter. Nous ne recherchons pas l'affrontement, mais bien le dialogue. Le dialogue est très important en Afrique, nous nous asseyons littéralement sous les arbres pour discuter de nos pro-

blèmes et les gens ne peuvent pas quitter l'ombre de l'arbre avant qu'une solution soit trouvée. C'est ce qui nous a permis d'évoluer si rapidement : nous avons toujours favorisé le dialogue. Nous ne nous bornons pas à injurier et diaboliser hâtivement ceux qui sont au pouvoir. Nous ne sommes pas non plus des saints simplement parce que nous sommes les mouvements sociaux, et les autorités ne sont pas automatiquement des démons. Nous ne nous faisons guère d'illusions à leur sujet, mais nous pouvons travailler ensemble. Tout le monde doit comprendre que l'intérêt du pays, et donc de la majorité, passe avant tout.

En tant qu'Africain, je pense que le mouvement pour la souveraineté alimentaire doit devenir plus pratique, les gens doivent comprendre que la souveraineté alimentaire n'est pas seulement un slogan, mais bien une position et une proposition politique. Lorsqu'on parle de la terre, ou de l'eau, ou des marchés, on parle d'économie. Celle-ci touche aux intérêts des gens, mais il ne suffit pas d'en discuter dans les espaces que nous créons, nous devons mettre notre discours en pratique pour qu'il apporte des solutions aux problèmes des gens. Pour nous en Afrique, il est clair que si la souveraineté alimentaire est incapable de résoudre les véritables problèmes des gens, la pauvreté par exemple, ne progressera pas.

L'Afrique construit des alliances pour la souveraineté alimentaire. Le ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest, composé d'organisations membres des pays francophones et anglophones de l'Afrique de l'Ouest) a été la première structure qui a pris la défense de la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il est important d'avoir une plateforme régionale solide, mais il est tout aussi important de maintenir les liens avec la base, avec les populations locales. Les problèmes commencent à surgir lorsque





Nyeléni 2007 [ 22 ]

les dirigeants perdent le contact avec leur base. C'est pourquoi, dans le cadre de la définition du processus d'élaboration de la loi nationale sur l'agriculture, il était fondamental pour nous de prévoir dans la loi même l'expression de la volonté de la base (voir encadré p. 44). Si les dirigeants paysans aux niveaux national et régional s'installaient dans nos bureaux et décidaient du contenu de la loi, ils ne seraient plus que des fonctionnaires.

Il y a également des alliances avec les réseaux d'organisations non gouvernementales en Afrique de l'Ouest, ceux qui s'opposent aux APE, à l'OMC, etc. Au niveau international, nous avons des alliances avec la Via Campesina, avec le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire, etc. Cela permet une mondialisation des résistances. Les luttes sont devenues globales et ne peuvent désormais plus se restreindre à un pays ou une région ; les alliances sont donc essentielles pour l'avenir des mouvements sociaux. Sans alliances, les mouvements sociaux ne pourront pas atteindre leurs objectifs. Le Forum de Nyéléni 2007 pour la Souveraineté Alimentaire aidera l'Afrique à construire des alliances sur tout le continent et dans le monde entier. Cela renforcera les luttes en Afrique, et c'est aussi la seule issue pour tous les peuples du monde qui luttent pour la souveraineté alimentaire.

## LES FEMMES AU FORUM DE NYÉLÉNI

Les femmes de presque toutes les organisations du Comité de Coordination de Nyéléni ont organisé collectivement nos actions au cours du Forum. Pendant le processus de préparation, nous avons respecté la décision du Comité d'assurer l'égalité numérique des hommes et des femmes parmi les délégués, ce qui a permis la présence d'un grand nombre de femmes représentant tous les secteurs participants. Nous avons aussi décidé que nous n'agirions pas comme un secteur séparé avec des réunions parallèles au programme officiel, mais que nous allions intégrer les points de vue des femmes dans l'ensemble du Forum. Nous avons organisé une assemblée des femmes un jour avant et nous nous sommes réunies à d'autres moments pendant le Forum. Malgré le travail supplémentaire rendu nécessaire par cette décision, cela nous a permis de discuter de problématiques qui sont habituellement considérées comme spécifiques aux femmes avec les secteurs des paysans, des peuples indigènes, des bergers nomades et autres.

L'Assemblée des Femmes a commencé par une représentation théâtrale et des récits personnels des luttes des femmes au Mali. Nous nous sommes divisées en groupes pour analyser les problèmes abordés par le Forum d'un point de vue féministe. Deux problèmes ont émergé avec force de ces discussions : l'accès des femmes à la terre et l'affirmation des connaissances des femmes en matière de production et préparation alimentaire. Ces aspects sont fondamentaux pour assurer l'autonomie des femmes, laquelle est à son tour une condition de la souveraineté alimentaire.

Dans leurs efforts pour assurer l'accès à la terre, les femmes sont confrontées à des restrictions liées à la fois au droit coutumier et à l'inefficacité de la législation moderne et des processus actuels de réforme agraire. Dans les cas de séparation ou de veuvage, les femmes se voient refuser le droit de continuer à produire ; leurs terres leur sont arrachées, elles sont obligées d'épouser un beau-frère sous peine de ne plus avoir accès aux crédits et aux moyens de production. Les jeunes femmes héritent rarement de terres, elles sont au contraire forcées à migrer vers les villes, à se prostituer ou deviennent l'objet de trafics sexuels.

Même l'établissement d'un droit légal à la terre n'est pas suffisant pour que les femmes puissent décider de son utilisation. Les conflits d'intérêt avec les familles et les communautés concernant l'utilisation de la terre augmentent à cause des privatisations et de l'expansion des monocultures. Lorsque les paysans se laissent persuader de produire sous contrat pour les grosses firmes ou d'implanter une monoculture sur leurs terres, ils limitent ou refusent aux femmes le



droit de cultiver leur potager ou d'élever du bétail par manque d'espace ou parce qu'ils croient que le bétail pourrait « contaminer » la culture « principale ». De la même façon, la mise en place de clôtures autour des terres communes où les femmes allaient chercher de l'eau ou des plantes médicinales les oblige à parcourir à pied de plus longues distances ou à s'exposer à de plus grands risques. Finalement, nous avons discuté de la meilleure façon de tenir compte des désirs ou des expériences des femmes en matière d'utilisation et de propriété collective de la terre.

La reconnaissance des contributions des femmes à l'agriculture ne doit pas seulement être basée sur le fait que les femmes produisent 80% des produits alimentaires dans les pays considérés comme pauvres, mais aussi sur leur savoir-faire et leurs technologies. Les femmes ont résisté en produisant des légumes, des plantes médicinales, en élevant des animaux, en préservant des connaissances importantes sur les cultures, la manière de les soigner, de les préparer et de les utiliser. Elles sélectionnent et améliorent les espèces, tenant compte de leurs qualités gustatives et de leur résistance aux conditions locales, et deviennent ainsi les gardiennes de la biodiversité, même si l'importance politique de cette résistance n'est pas encore pleinement reconnue. Les connaissances des femmes, ainsi que les variétés des semences qu'elles conservent, sont enrichies par leurs échanges avec leurs pairs. Elles parviennent ainsi à résister

aux systèmes hégémoniques et verticaux d'assistance technique et d'extension rurale.

Le Forum de Nyéléni a aussi été un exercice pratique pour les groupes de femmes de Sélingué et Bamako : elles ont eu la responsabilité quotidienne de la préparation de plus de 1000 repas. Jour après jour, elles ont amélioré leur utilisation des ingrédients et des recettes locales, les adaptant aux différentes cultures et habitudes alimentaires, et elles ont aussi appris à préparer et à servir les repas à des heures fixes pendant l'événement. Cette expérience nous a motivés à réfléchir sur la division sexuelle des tâches, par exemple au fait que les hommes attendaient qu'on leur serve la nourriture sans même prendre la peine de ramener leur assiette sale à la cuisine. Cela nous a aussi amenés à contester cette division, par exemple lorsque nous avons décidé que la rétribution quotidienne des femmes qui préparaient et distribuaient la nourriture devait être la même que celle des hommes qui construisaient le centre de formation.

Une de nos autres activités était la préparation collective d'une déclaration en plusieurs langues et cultures politiques. Nous avons aussi dansé au rythme des percussions, partageant la joie de participer à la lutte.

# Thèmes

## Groupes de travail thématiques

Le travail du Forum a commencé par trois sessions de groupes de travail thématiques répartis selon les sept thèmes centraux liés à la souveraineté alimentaire énoncés plus haut. (voir p. 16)

## Chaque groupe thématique a dû répondre aux questions suivantes:

Pourquoi nous battons-nous ?

Que signifie pour nous la Souveraineté Alimentaire (particulièrement au niveau local) ?

Qu'avons-nous en commun ?

Que défendons-nous ?

Que faisons-nous pour étayer notre lutte ?

## Contre quoi nous battons-nous ?

Qu'est-ce qui nous empêche de réaliser la souveraineté alimentaire ? Quels sont les problèmes ?

Comment le néo-libéralisme nous affecte-t-il (du niveau local jusqu'au niveau international) ?

Quelles sont nos tensions internes ou conflits potentiels et comment les surmonter ?

## Que pouvons-nous faire ?

Quelle est notre lutte commune ? Comment pouvons-nous renforcer nos mouvements (du niveau local au niveau international) ? Comment accroître notre résistance ? Comment mieux travailler ensemble ?

## MARCHÉS LOCAUX ET COMMERCE INTERNATIONAL

*La souveraineté alimentaire ne refuse pas le commerce, elle préfère simplement promouvoir la formulation de politiques et de pratiques commerciales au service des droits des peuples à une production alimentaire sûre, saine et écologiquement durable.*

Notre point de départ est le constat selon lequel le commerce international est actuellement fondé sur des systèmes de production contrôlés par les Compagnies Multinationales qui ne sont pas durables. Les Multinationales utilisent leur pouvoir pour s'emparer des systèmes alimentaires locaux (et nationaux), obligeant ainsi les populations à acheter la nourriture qu'elles contrôlent.

A travers des mécanismes comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les accords de libre échange bilatéraux et régionaux, les Multinationales établissent, contrôlent et tirent profit des marchés mondiaux des produits alimentaires et agricoles. Elles détruisent les moyens de subsistance et les économies locales et empêchent l'accès de tous à un approvisionnement alimentaire suffisant, sûr et sain produit de façon écologiquement durable.

Pour que la Souveraineté Alimentaire devienne réalité, le commerce international des produits alimentaires doit se réduire, sa gouvernance doit sortir de l'OMC et revenir sous le contrôle démocratique des producteurs et des consommateurs.

De nouveaux systèmes de gouvernance doivent mettre fin aux conséquences négatives du commerce international, comme le "dumping", et donner priorité aux marchés locaux.

---

*« Nous devons aussi tenir compte de l'effet du changement climatique, qui favorise le "dumping". Au Maroc, il y a des importations de céréales rendues nécessaires par la sécheresse. Nous tentons de sensibiliser à cette problématique. »*

---

*« Les Américains sont arrivés dans notre pays avec leurs sourires angéliques et nous ont offert leur aide alimentaire, mais celle-ci a à son tour dévasté notre agriculture. »*

---

## Pourquoi nous battons-nous ?

La nourriture est au service de la santé et de la nutrition humaine, elle ne peut pas être réduite à un simple bien commercial.

Pour garantir le droit à l'alimentation pour tous et le droit des paysans et des paysannes, des bergers nomades et des éleveurs à produire de la nourriture saine de manière durable, nous devons construire de nouveaux mécanismes qui assurent l'équité du commerce et des prix, qui soient contrôlés par les producteurs et les consommateurs, qui soient transparents à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, et qui donnent la priorité à la production locale destinée aux marchés locaux. Nous devons nous battre pour des changements radicaux des politiques agricoles et alimentaires et des politiques de pêche pour qu'elles soient basées sur la souveraineté alimentaire et non pas sur le libre échange tel qu'il est promu par les gouvernements libéraux, les compagnies multinationales et les institutions internationales, comme la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce.

La souveraineté alimentaire n'est pas contre le commerce international, régional ou national, mais elle donne priorité à la production locale pour les marchés locaux car c'est seulement ainsi qu'elle pourra devenir une réalité. Elle valorise la production d'aliments culturellement adaptés et refuse d'obliger les gens à consommer des choses qu'ils ne veulent pas, comme par exemple les organismes génétiquement modifiés.

L'accent mis sur les marchés locaux soutient également l'utilisation de la terre pour la production alimentaire plutôt que pour la production d'agro-carburants et d'autres monocultures. Il s'agit de promouvoir des lois et des politiques qui favorisent l'autonomie locale en matière de production et de consommation alimentaire pour que les peuples indigènes, les paysans et les paysannes, les petits pêcheurs, les bergers nomades, les habitants des forêts puissent produire pour eux-mêmes, pour leurs communautés locales et pour la société dans son ensemble.

Pour les peuples indigènes, le problème clé est l'accès à la terre.

## Contre quoi nous battons-nous ?

- Tous les accords bilatéraux et multilatéraux qui ne répondent pas aux besoins des producteurs et des consommateurs locaux.
- Le libre échange et les autres mécanismes de marché qui soutiennent la surproduction, le "dumping" de nourriture « bon marché » et l'importation inutile d'aide alimentaire dont profitent les gros producteurs et qui nuisent à la souveraineté alimentaire.
- La politique étrangère des Etats-Unis et son économie de guerre qui fait du tort aux petits

- paysans et aux pêcheurs américains tout comme à ceux des autres pays.
- Le contrôle par des sociétés étrangères de nos minerais et nos ressources hydriques.

## Qu'allons-nous faire ?

Nous unirons les combats contre la libéralisation du commerce aux luttes visant à promouvoir la production et les marchés locaux et nous construirons ainsi la souveraineté alimentaire.

Nous affirmerons le droit des producteurs et des consommateurs d'aliments à un contrôle autonome de leurs marchés locaux qui sont un espace fondamental de la souveraineté alimentaire.

Nous nous battons contre le contrôle de la chaîne alimentaire par les grandes sociétés en récupérant le contrôle de nos territoires, de notre production, de nos marchés et de nos traditions alimentaires.

Nous renforcerons les marchés locaux officiels et informels ainsi que les liens directs entre les consommateurs et les producteurs d'aliments. Nous défendrons les expériences d'agriculture et de pêche soutenues par la communauté car elles permettent le développement d'un climat de confiance.

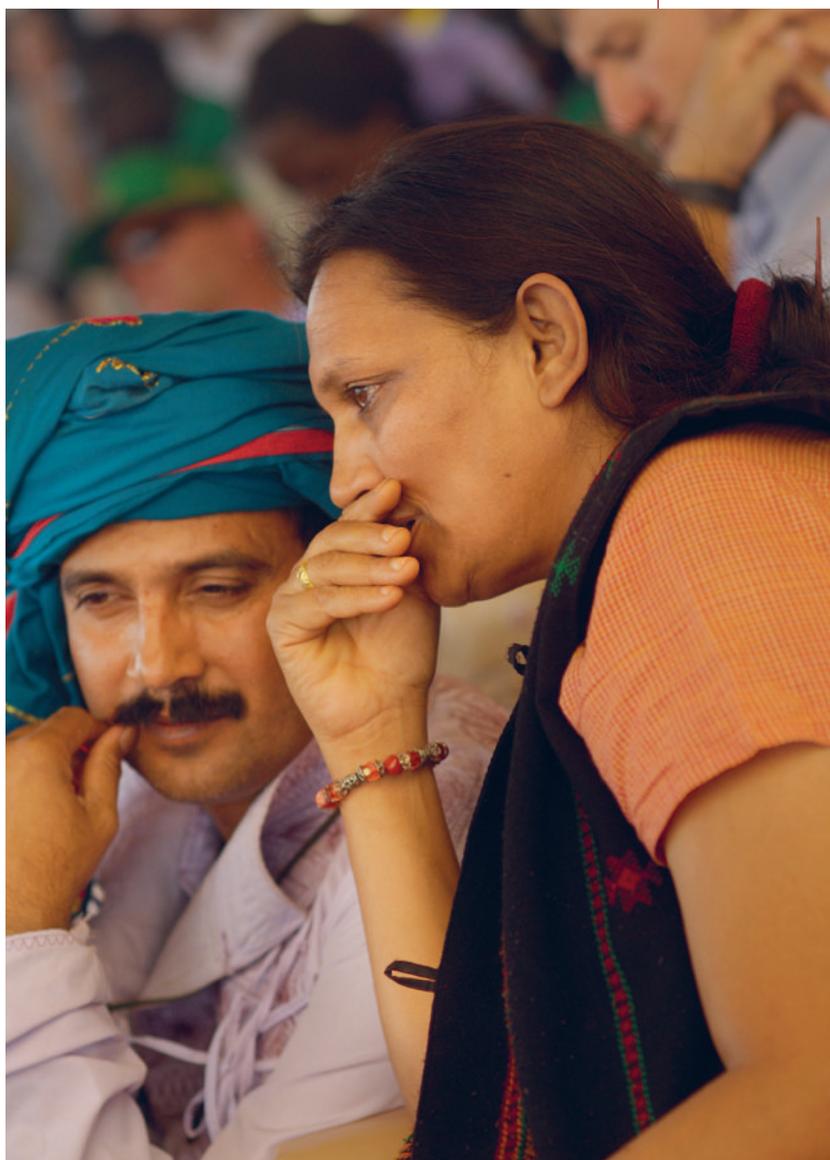
Nous soutiendrons les coopératives alimentaires, la transformation locale, les forums de consommateurs et l'économie solidaire qui favorisent les marchés locaux et des prix justes pour les petits producteurs.

Nous défendrons l'équité des échanges et le « commerce équitable » dans la mesure où il contribue à la réalisation de la souveraineté alimentaire.

Nous proposerons aux gouvernements des politiques qui protègent les productions et les marchés locaux et nous exigerons de nos gouvernements qu'ils promulguent des lois qui contrecarrent la mainmise des multinationales et qui facilitent la maîtrise de la production et de la distribution alimentaires par les communautés locales.

Nous continuerons à nous opposer à l'Organisation Mondiale du Commerce, aux accords commerciaux régionaux et bilatéraux, au "dumping", à la politisation et à la manipulation de l'aide alimentaire et nous reconquérons le droit de chaque pays à protéger sa production et ses marchés internes.

Dans les grands pays producteurs et exporta-



[ 27 ] Nyéléni 2007

teurs de produits agricoles, nous nous battons pour des politiques alternatives de maîtrise de la production et de soutien des prix pour éviter le “dumping”. Nous lutterons pour obtenir un autre Farm Bill aux Etats-Unis d’Amérique et une Politique Agricole Commune différente en Europe, qui défende l’agriculture paysanne plutôt que l’industrie agro-alimentaire.

Nous entreprendrons également des actions contre les importations massives de nourriture « bon marché » qui menacent la production locale durable.

Nous lutterons contre les réglementations commerciales et les politiques financières internationales qui sapent la souveraineté alimentaire.

Nous poursuivrons notre résistance à tous les accords bilatéraux et multilatéraux qui menacent les besoins de producteurs et des consommateurs et de la souveraineté alimentaire.

### Compagnies multinationales

Nous favoriserons une production écologique (agroécologie, pastoralisme, pêche artisanale, etc.) ainsi qu’une stratégie directe contre les compagnies multinationales.

Nous nous joindrons aux boycotts internationaux et aux campagnes visant à démanteler le pouvoir de certaines compagnies dans le système alimentaire.

Nous renforcerons les stratégies conjointes en échangeant des informations concernant l’impact de ces firmes sur la souveraineté alimentaire.



« Une campagne a été menée conjointement par les paysans et les résidents dans un quartier où ils ont fait pression pour une « loi d'achat » qui oblige les écoles à acheter des aliments cultivés localement. Ils ont commencé leur campagne par un processus d'éducation afin de faire comprendre qu'il vaut mieux consommer des aliments sans OGM cultivés localement plutôt qu'une soupe chimique. Ils ont rassemblé des signatures et les ont présentées aux autorités locales qui ont légiféré dans ce sens. Les parents étaient également satisfaits de cette campagne qui protégeait leurs enfants des aliments génétiquement modifiés. Mais malgré le fait que cette législation ne s'appliquait qu'aux habitants de la localité, la Cour Suprême a abrogé la loi parce qu'elle allait à l'encontre des règles commerciales de l'OMC. »

« Le concept de commerce équitable est de plus en plus ancré dans la mentalité de la population.. Les gens sont devenus plus conscients de la nécessité de payer plus cher pour avoir des aliments de meilleure qualité.

«Au Niger, nous produisons de la viande et des produits primaires ; nous les exportons pour ensuite les importer après qu'ils aient été transformés à l'extérieur... »

## CONNAISSANCES ET TECHNOLOGIES LOCALES

Les systèmes agricoles traditionnels se sont développés sur base de principes de coopération, d'intégration et de dialogue avec la nature, ce qui a ensuite mené à la création de systèmes agroécologiques extrêmement complexes. Les paysans et les paysannes sont les gardiens et gardiennes du fruit de milliers d'années de recherche et de création qui ont rendu possible l'existence d'une agriculture extraordinaire inséparable de la biodiversité.

La majeure partie de l'alimentation du monde est toujours produite et récoltée à une échelle relativement réduite par les communautés locales, sur base des savoirs locaux et de l'utilisation des technologies et des ressources disponibles au niveau local. Nos savoirs et notre sagesse sont ce dont le monde a besoin pour la souveraineté alimentaire. Nous sommes les femmes et les hommes, les paysans, les pasteurs nomades, les pêcheurs artisanaux, les peuples indigènes, les habitants des forêts et tous ceux qui, pendant des millénaires, ont créé, entretenu et développé la base nécessaire à notre survie et à la survie de toute la société : les connaissances et les compétences utiles à la production de nourriture, de vêtements, de médicaments, de semences, de bétail, et nécessaires à la protection de la biodiversité et au respect de l'environnement et des écosystèmes.

Nos connaissances sont vivantes, elles s'expriment de nombreuses manières différentes et sont essentielles à la souveraineté alimentaire. Elles sont locales, collectives, diverses, dynamiques, en mutation perpétuelle et elles sont fortifiées par les échanges et la solidarité.

« Ce dont nous avons besoin ce n'est pas seulement de sauvegarder des semences, ou qu'il y ait de nombreuses espèces différentes de poissons, des petits pêcheurs ou des paysans en grand nombre. Un paysan ce n'est pas seulement un producteur de semences, mais bien une personne à part entière qui existe à l'intérieur d'une culture, tout comme un pêcheur ou un éleveur. Ce que nous voulons, c'est que nos cultures soient prises en considération dans leur intégralité et jouissent de leur autonomie et pas seulement de leur souveraineté. »



## Pourquoi nous battons-nous ?

Nous battre pour la souveraineté alimentaire signifie reconnaître les contributions et l'expérience des femmes, et faire des savoirs et des systèmes de production indigènes un élément central du renforcement des systèmes alimentaires locaux sous le contrôle des communautés locales.

---

*« Ceux qui disposent réellement des connaissances nécessaires à la souveraineté alimentaire sont les paysans, les petits pêcheurs, les gardiens de troupeaux, ceux qui travaillent et vivent dans les forêts, ceux qui travaillent à petite échelle – que ce soit en mer ou sur la terre ou avec les animaux -. Ce sont leurs savoirs qui, au cours des derniers millénaires – trente mille ans pour la cueillette des plantes et la connaissance des forêts, au moins dix mille ans pour l'agriculture –, ont jeté les bases de la survie de tous ceux d'entre nous qui sommes vivants aujourd'hui. »*

---

*« Il existe de nombreuses technologies durables et localement adaptées, il suffirait de les diffuser plus largement. C'est comme si nous avions rangé dans un tiroir toutes ces techniques et toutes ces expériences documentées par les instituts africains, et nous devons ouvrir ce tiroir et les en sortir. En réalité, les compagnies multinationales comptent sur nos instituts pour diffuser leurs produits, nous devons faire la même chose. De nombreuses bonnes études ont été réalisées en agriculture et proposent de bonnes solutions simples, mais elles n'ont pas été diffusées parce qu'elles ne se prêtent pas à un contrôle monopolistique. »*

---

*« La grippe aviaire a été utilisée comme excuse pour détruire les petites exploitations et supprimer toute concurrence à l'industrie internationale de la volaille. Nous avons perdu les espèces qui sont notre patrimoine, notre biodiversité et la souveraineté alimentaire locale. »*

---

## Contre quoi nous battons-nous ?

L'impact des technologies destinées aux monocultures intensives, y compris celles qui servent à produire des agro-carburants, l'aquaculture industrielle et les pratiques de pêche destructrices imposées par le truchement des révolutions verte (agriculture), bleue (aquaculture) et blanche (lait). Celles-ci sont à nouveau imposées à l'Afrique et elles ont un impact dévastateur sur nos systèmes de savoirs locaux, nos technologies et notre environnement. Elles consolident activement le pouvoir des compagnies multinationales sur les marchés et tous les maillons de la chaîne alimentaire depuis la production jusqu'à la distribution.

Ce contrôle et cette domination par les grandes compagnies, soutenues par les élites locales, mène à la concentration des terres, à l'érosion des sols, à la pollution de l'eau par les nitrates et les pesticides, à la destruction des écosystèmes productifs et provoque finalement la disparition des paysans, des bergers et des petits pêcheurs, hommes et femmes. Cette distorsion des rapports de force s'accompagne de l'avènement des nouveaux organismes génétiquement modifiés, des nanotechnologies et des technologies de stérilisation des semences protégées au préalable par les brevets et autres droits de propriété intellectuelle. D'autre part, la privatisation de la recherche agricole transfère les connaissances, les variétés de semences et les races de bétail du domaine public vers celui des grandes compagnies privées, nuisant ainsi à l'évolution transformatrice des savoirs locaux. Au nom de la faim, de la grippe aviaire, du changement climatique et de la soif de carburant des riches, des technologies délétères et inappropriées sont imposées à nos territoires, empoisonnent nos nappes phréatiques et nos cours d'eau, tandis que nos océans agonisent sous l'impact des pratiques de la pêche industrielles et de l'aquaculture.

« Au Chili, les poules traditionnelles pondaient des œufs bleus. Maintenant, l'industrie s'est appropriée la génétique des poules aux œufs bleus pour fabriquer une race de poules qui pondent plus d'œufs mais qui ont besoin d'une alimentation spéciale, etc., de sorte que les consommateurs achètent les œufs bleus pensant qu'ils soutiennent les éleveurs traditionnels. »



« Au Sénégal, il y a des maladies que nous étions capables de guérir. Nous faisons des recherches pour retrouver ces connaissances, mais après de nombreux siècles, nous ne pourrions pas toutes les récupérer, particulièrement les aspects spirituels. »

« Monsanto est présent en Inde depuis 1947, mais seulement pour la vente de pesticides et d'herbicides (Machete, Roundup Ready). En 1991, Monsanto s'est introduit dans le domaine des semences, ce qui a marqué un point de rupture pour l'agriculture. L'Inde a libéralisé son industrie des semences et a commencé à vendre des semences hybrides. Les coûts de production ont augmenté et Cargill, ADM, Conagra, ATC (société indienne) contrôlent maintenant le marché. Seuls les grands agriculteurs en bénéficient. Ceux qui ne disposent que d'un ou deux acres de terre ne peuvent pas vendre sur ces marchés. L'industrie oblige aussi le gouvernement à changer la législation sur les brevets parce que Monsanto veut empêcher les paysans de conserver et de sauvegarder leurs semences. »

## Qu'allons-nous faire ?

Nous évaluerons toute nouvelle technologie en posant les questions suivantes :

- Est-elle à échelle humaine ?
- Les gens ont-ils la liberté de choisir s'ils souhaitent l'utiliser ou non ?
- À qui appartient-elle ? Est-elle maîtrisée par la population ?
- Laisse-t-elle de l'espace pour la pratique et l'enseignement de ceux qui détiennent les savoirs traditionnels ?

Nous continuerons à dénoncer les effets des monocultures intensives tout en soutenant et en encourageant les recherches locales dans ce domaine.

Nous intensifierons notre campagne au niveau mondial pour faire interdire la technologie Terminator et pour placer un moratoire sur le brevetage des semences.

Nous honorerons et soutiendrons les connaissances et la sagesse traditionnelles, et nous développerons les possibilités de partager et de diffuser ces savoirs parmi les communautés locales et particulièrement parmi les jeunes générations.

## ACCÈS ET CONTRÔLE DES RESSOURCES NATURELLES

*Ceux qui cultivent ou récoltent la nourriture doivent pouvoir utiliser les territoires, les terres et l'eau dont ils ont besoin pour produire ou récolter les aliments ou exploiter les semences et les races de bétail qu'ils ont sauvegardées, obtenues et sélectionnées pour qu'elles soient adaptées à leurs climats, leurs systèmes de production, leurs terroirs et leurs cultures.*

L'accès, le contrôle et la gestion des ressources naturelles dont les communautés paysannes, pastorales et indigènes, les pêcheurs artisanaux et les habitants des forêts ont besoin pour s'alimenter et vivre sont essentielles à la souveraineté alimentaire. Par ressources naturelles, nous entendons, les terres, les forêts, l'eau, les semences, le bétail, les poissons et les autres espèces aquatiques. Depuis des générations, les communautés locales protègent la richesse et la diversité de ces ressources en limitant l'accès à celles-ci pour assurer des pratiques agroécologiques durables et qui respectent la biodiversité dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, du pastoralisme et de la pêche artisanale. Elles protègent et préservent leurs terres, leurs territoires, leurs forêts et leurs plans d'eau de la surexploitation, de l'épuisement et de la pollution.

---

*« Les gens cultivaient la terre et pêchaient leur poisson pour s'alimenter ; maintenant, de nombreux travailleurs agricoles ont faim, comme par exemple les travailleurs des plantations aux Philippines, en Malaisie, en Indonésie. Les pêcheurs et les travailleurs côtiers aussi ont faim parce que presque toute la production est destinée à l'exportation. »*

---

## Pourquoi nous battons-nous ?

*Nous nous battons pour défendre la vie, nos droits et pour que le pouvoir soit entre les mains des populations.*

Terres et eau : Une vraie réforme agraire est nécessaire pour garantir des droits permanents d'accès et de contrôle aux territoires – y compris pour les peuples indigènes et les bergers nomades.



De tels droits permettront que ces territoires soient ensuite utilisés exclusivement pour une production écologiquement et socialement durable.

Nous demandons des droits similaires d'accès aux plans d'eau et au patrimoine côtier pour les pêcheurs artisanaux et les populations riveraines afin d'empêcher que ces ressources ne passent sous le contrôle de l'aquaculture industrielle ou de pratiques de pêche destructrices. Nous devons développer un plan d'action commun de lutte contre la privatisation et la marchandisation de l'eau et contre l'exploitation des nappes phréatiques par les compagnies multinationales.

Droits reconnus par la loi: nous devons assurer le respect et la mise en œuvre des accords, des règles et des déclarations internationales, nationales et régionales qui défendent les droits, coutumiers et reconnus par la loi, des peuples et des communautés. Ceci est fondamental pour garantir l'accès des populations à leurs ressources locales et collectives.

Semences : Nous devons empêcher que les droits de propriété intellectuelle limitent l'accès à nos variétés de semences, à nos races de bétail et aux espèces de poisson qui constituent la base de notre souveraineté alimentaire ; nous ne pouvons pas non plus laisser ces ressources se faire contaminer par des organismes génétiquement modifiés.

---

*« Dans toutes les communautés, mais particulièrement dans les communautés indigènes et d'éleveurs nomades, l'autonomie financière des femmes est limitée par la façon dont nos territoires sont redessinés et déterminés par les forces du marché. Les femmes sont les plus durement frappées par la privatisation du patrimoine naturel et par les régimes de Droits de Propriété Intellectuelle. Elles sont aussi les plus menacées dans la lutte pour les ressources naturelles – intimidations, viols, massacres. »*

---

## Contre quoi nous battons-nous ?

Nous devons nous prémunir contre les programmes d'assistance humanitaire ou d'aide au développement qui réduisent notre liberté d'accès aux ressources naturelles et en compromettent notre maîtrise, comme cela a été le cas après le Tsunami de décembre 2004 dans l'Océan Indien.

Nous devons obliger les gouvernements à appliquer les lois et les accords internationaux existants ou à adopter des lois nationales qui garantissent le droit d'accès aux ressources dont les gens ont besoin pour réaliser la souveraineté alimentaire. Ces lois doivent aussi empêcher la privatisation des ressources communes et les actions des compagnies multinationales qui en limitent l'accès.

Nous devons mettre fin au déplacement des communautés à la suite de grands projets d'infrastructures tels que les barrages et les mines, ou de la mise en place de monocultures d'eucalyptus, de soja, d'OGM, ou d'agro-carburants. Ces déplacements éloignent les populations de leurs ressources de base et de leurs territoires.

---

*« En Palestine, l'eau a été saisie par les forces d'occupation dès 1948 ; il est fondamental que nous prenions conscience du rôle des occupations, des armées et des guerres qui empêchent la souveraineté alimentaire en bloquant l'accès aux ressources des communautés locales. »*

---

*« Ces terres et ces rivières appartenaient à nos pères et nos mères, et maintenant nous devenons des étrangers sur nos propres terres. »*

---

Ce qu'on appelle les ressources naturelles de la terre, des forêts et des mers ont une valeur intrinsèque et leur intégrité doit être honorée. De la même façon, les êtres humains ne peuvent être ni exploités ni utilisés comme des marchandises. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes dont le rôle dans la souveraineté alimentaire est essentiel.

## Qu'allons-nous faire ?

Nous allons travailler pour assurer l'accès des femmes à la terre, abolir les lois successorales discriminatoires et favoriser le partage des biens en cas de divorce ; changer les coutumes qui nient le droit des femmes d'accès à la terre et mettre en œuvre l'égalité entre les femmes et les hommes dans les processus de réforme agraire.

Nous insisterons pour que les peuples indigènes soient reconnus comme acteurs clé dans les processus de prise de décision relatifs à l'accès et à la maîtrise de tous les territoires. Ils doivent avoir la possibilité de gérer leurs propres ressources.

Nous lutterons contre la privatisation et le brevetage du vivant.

## Quelques commentaires des délégués

« Alors que la population pygmée du Cameroun vivait de la chasse et de la cueillette, ils ont maintenant perdu leurs terres et leurs communautés vivent dans des camps de fortune. Il y a quelques années, les gouvernements ont signé des accords avec des multinationales qui ils ont vendu les territoires des Pygmées pour l'exploitation du bois à grande échelle. Après le déboisement, ces zones n'ont pas été reboisées et la perte de leurs ressources alimentaires traditionnelles a forcé les Pygmées à émigrer vers d'autres territoires, en particulier celui de la population « Bantu » où, privés de tout contrôle sur les ressources productives, ils se sont retrouvés dans une situation d'esclavage.

La perte de leurs terres et de leur souveraineté alimentaire, l'émigration et la situation d'exploitation qui en ont découlé ont créé une crise culturelle parmi les pygmées, encouragé l'abus d'alcool et de drogue, ainsi que l'augmentation de l'analphabétisme. En conséquence, il est très difficile pour eux de s'organiser et de faire reconnaître leurs droits. »

« Par le passé, en Iran, les pasteurs nomades traversaient les champs cultivés avec leurs troupeaux. Les terres appartenaient aux nomades, mais ils autorisaient les cultivateurs à les utiliser. Pendant une soixantaine d'années, le gouvernement iranien a voulu moderniser et industrialiser le pays. Il a mis en place des politiques qui favorisent la culture et la mécanisation, au détriment des nomades. Il y a quarante ans, une réforme agraire nationale poussée par les puissances étrangères a imposé la privatisation et la séparation des terres. Ces politiques ont inversé l'ancien équilibre et, alors que les différentes communautés vivaient en harmonie et dans un esprit de coopération, elles sont maintenant en concurrence pour l'accès aux ressources, et particulièrement à l'eau.

En outre, la richesse en pétrole du sous-sol du pays rend difficile le débat sur la souveraineté alimentaire : le pétrole est une source de revenus trop confortable. »

« En Colombie, il y a 82 peuples indigènes, ce qui en fait un pays multiculturel et multiethnique. Pour pouvoir contrecarrer l'octroi par l'Etat de concessions à de grandes entreprises pour l'exploitation de la forêt équatoriale, la lutte doit avoir une base interethnique et assurer l'accès aux territoires et la capacité autonome de produire de toutes les ethnies. Cependant, malgré cette évidence, il y a des malentendus et des conflits d'intérêts qui favorisent les affrontements et la guérilla, que le gouvernement sait exploiter. »

« Au Niger, les lois de décentralisation ont développé des conflits entre des membres de communautés et créé des problèmes de partage des ressources, d'accès aux puits, etc. Les éleveurs qui avaient des pâtures avec un droit de passage sont maintenant régulièrement en conflit avec d'autres utilisateurs parce que les territoires ne sont pas toujours définis. Alors qu'auparavant on pouvait dire au Niger que « la terre appartient à celui qui la cultive », la délimitation et le découpage des territoires effectués sans consensus et sans tenir compte des traditions locales ont créé des conflits. En fait, 130 éleveurs sont en prison au Togo pour avoir traversé la frontière. »

« Comme dans de nombreux autres pays, au Brésil il est très difficile voire impossible pour une femme d'avoir accès à la terre. Pour affirmer ce droit essentiel, le mouvement des paysannes brésiliennes lutte pour le développement d'un système de microcrédit destiné aux femmes, pour la mise en place de services de garde d'enfants (pour que les femmes puissent cultiver la terre) et pour l'adoption d'une loi qui leur permette de transformer le coton qu'elles produisent. »

« Nous avons besoin d'un processus plus large et plus inclusif qui équilibre les droits d'accès des différents utilisateurs et qui permette une gestion durable des ressources, avec un pouvoir de décision au niveau local pour que les différents utilisateurs puissent régler les problèmes entre eux au sein de leurs communautés. »

## PARTAGER LES TERRITOIRES ET LA TERRE, L'EAU, LES DROITS DE PÊCHE, L'AQUACULTURE ET L'UTILISATION DES FORÊTS

Le Forum de Nyéléni a été la première occasion pour les divers secteurs du mouvement pour la souveraineté alimentaire de discuter des conflits de plus en plus graves causés par les problèmes d'accès aux ressources des communautés productrices d'aliments, et des solutions possibles à ces conflits. La terre et les ressources naturelles – les territoires – que nous défendons sont confrontés à des pressions croissantes à cause de la course aux ressources qui provoque souvent de graves conflits. Même si nous partageons une vision commune de la souveraineté alimentaire, nous sommes pourtant confrontés aux intérêts divergents, bien que légitimes, des différents utilisateurs de ces ressources.

### Comment apparaissent les conflits liés aux territoires

La privatisation des terres, de l'eau et des êtres vivants est un des obstacles majeurs à l'accès équitable aux territoires. La privatisation des ressources contribue fortement aux inégalités dans la distribution des droits d'accès et d'utilisation des terres et autres ressources naturelles. Dans certaines régions, la croissance démographique, la désertification, le changement climatique, les politiques néo-libérales, la libéralisation du marché des terres ainsi que les investissements pour l'extraction des minerais et l'exploitation des forêts contribuent à exacerber les tensions existantes.

### Comment partager les territoires ?

Nous devons assurer la coexistence pacifique de communautés diverses à l'intérieur des territoires. Il faut renforcer nos organisations et nos alliances multisectorielles afin de négocier et partager démocratiquement les territoires. Une société civile forte, informée et organisée pourra faire valoir les droits des paysans, des pêcheurs artisanaux, des bergers nomades et des peuples indigènes. Nous devons aussi faire valoir les droits d'accès aux territoires des jeunes et des femmes.

Nous pouvons résoudre les conflits relatifs aux territoires partagés par différents secteurs en améliorant notre gestion traditionnelle de ceux-ci, particulièrement parce que la principale





cause de conflit est la surexploitation et la gestion non durable de la nature par un secteur au détriment d'un autre, par une génération au détriment des générations futures.

En puisant dans nos connaissances traditionnelles, nous devons mener nos propres recherches afin d'identifier et de développer des solutions alternatives pour surmonter les obstacles au partage des territoires par diverses communautés. Une de ces solutions est la création parmi les producteurs locaux d'un système économique alternatif qui puisse résister à la domination du marché mondial.

Nous devons nous battre contre toutes les formes d'expulsion des peuples de leurs territoires et contre les mécanismes qui favorisent le contrôle des territoires à distance, de façon centralisée ou par les grandes firmes.

### Développement de règles et règlements

Les communautés et les populations locales qui partagent les territoires devraient pouvoir jouir d'un accès équitable mais contrôlé à ceux-ci. Il est impératif de développer un système de réglementations (au niveau local, régional et mondial) applicable aux territoires, à la terre, à l'eau et aux forêts : des

règles qui régissent l'accès à et l'utilisation de ces ressources, et qui confèrent des droits et des responsabilités. Elles sont nécessaires afin de mettre en place un système de gestion de conflits qui soit non seulement efficace, mais aussi légitime et bien accepté.

### Le rôle de l'Etat

Nous devons nous battre pour que les gouvernements protègent les droits de ceux qui habitent les territoires, par exemple au moyen d'une véritable réforme agraire totale et authentique qui tienne compte de la diversité des droits des peuples. Comme c'est dit dans la Déclaration du Forum sur la Terre, le Territoire et la Dignité, « ...l'Etat devrait garantir le contrôle collectif des ressources naturelles par les paysans, les petits pêcheurs, les bergers nomades, les communautés des forêts et les peuples indigènes afin qu'ils puissent continuer à vivre et travailler dans les campagnes et sur les côtes grâce aux droits collectifs et communautaires. »

## CONFLITS, OCCUPATIONS ET CATASTROPHES NATURELLES

*La souveraineté alimentaire est essentielle pour assurer la capacité de réaction des communautés à toutes les catastrophes, qu'elles soient naturelles ou causées par l'homme. L'autonomie locale peut être menacée par l'occupation directe par des forces du même pays, d'autres pays, des grandes firmes ou par la science et la technologie. Développer la sensibilisation et la solidarité internationale est une stratégie essentielle à la réalisation de la souveraineté alimentaire des peuples qui subissent la guerre, l'occupation et les catastrophes.*

Les conflits et les catastrophes sont de plus en plus fréquents, leur impact est de plus en plus dévastateur et ils frappent de plus en plus de gens dans le monde entier, tant dans les pays industrialisés que dans le monde non-industrialisé. Les catastrophes environnementales ont souvent des causes humaines importantes et la définition des conflits s'élargit : ce sont les guerres, les occupations, la lutte des petits paysans contre le modèle industriel de production, la résistance contre des institutions telles que l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, contre les compagnies multinationales, contre les parcs de conservation et les zones protégées, contre les semences génétiquement modifiées, ainsi que contre les normes d'hygiène et de sécurité industrielles.

### Contre quoi nous battons-nous ?

Les conflits et les catastrophes ont des impacts complexes sur les communautés humaines. La violence provoque non seulement la mort et la torture, mais aussi la destruction mentale, le handicap physique, le chômage et l'émigration – particulièrement parmi les jeunes. Les groupes les plus vulnérables sont toujours les femmes, les enfants et les personnes âgées. Les bombes, les mines et la pollution de la guerre rendent l'agriculture impossible. La dégradation de l'environnement causée par la guerre et les catastrophes compromet la production locale. Les occupants provoquent la dépendance économique (particulièrement en matière de produits agricoles) et les populations déplacées ou occupées sont exploitées par le travail forcé.

Les catastrophes, la répression et le terrorisme d'Etat déstabilisent les communautés locales qui perdent le contrôle de leurs territoires. Leur accès à la terre, à l'eau et à l'alimentation est limité et elles sont exclues des processus décisionnels. A

[ 39 ] Nyéléni 2007

## Défense de la Souveraineté Alimentaire Palestinienne contre l'Occupation et l'Expulsion

En Cisjordanie et à Gaza, la confiscation des terres est simultanée à la création de ghettos hermétiquement fermés au moyen du mur de l'Apartheid. Derrière ce mur de 8 mètres de haut, les Palestiniens sont enfermés et dans l'incapacité de se déplacer, de commercer et de se procurer des biens. Cette politique vise une bonne fois pour toutes à empêcher les communautés palestiniennes de subvenir à leurs besoins, préparant ainsi la voie à l'exil définitif des Palestiniens. Il est important de comprendre les liens entre l'expulsion de 1948 et l'occupation des terres palestiniennes, l'établissement de colonies agricoles dans les zones occupées de 1967, l'annexion des terres de presque 300 villages pour construire le Mur de l'Apartheid, l'asphyxie de Gaza dont les produits finissent par pourrir aux points de passage fermés, et la signature d'accords de paix et agricoles pour assurer la prospérité de l'agro-industrie israélienne.

Le Mur de l'Apartheid scelle la destruction de la plupart des communautés agricoles palestiniennes qui assistent à l'isolement de leurs terres derrière des murs en béton et des barbelés tranchants. A peu près 50% des terres de Cisjordanie sont dérobées pour être livrées à la colonisation sioniste et pour consacrer la ghettoïsation des Palestiniens derrière ce Mur.

Les marchés palestiniens et l'accès à ces marchés ont été complètement détruits. L'exportation de produits palestiniens est sous contrôle de sociétés israéliennes qui imposent les prix, les conditions, les quantités et les types de produits aux paysans palestiniens.

A cause des points de contrôle de l'occupation, des autorités et des règles fixées par l'occupant, les paysans sont obligés de remettre leurs produits à la société d'Etat israélienne Agrexco et à d'autres exportateurs israéliens qui les vendent comme « produits israéliens » sur les marchés mondiaux.

Au cours de l'histoire, la production agricole a toujours garanti l'autosuffisance économique des villages palestiniens, mais l'annexion par Israël d'une part toujours croissante des terres agricoles palestiniennes oblige les Palestiniens à devenir de la main d'œuvre bon marché pour les industries et les colonies israéliennes sous peine de devoir s'exiler. Ils n'ont pas d'autres choix s'ils veulent survivre et rester chez eux.

Les produits alimentaires israéliens qui n'entrent pas sur les marchés internationaux ou dont la qualité n'est pas suffisante pour l'exportation sont déversés à bas prix sur les marchés palestiniens. Cette pratique pousse les producteurs palestiniens à la faillite puisqu'ils ne sont pas concurrentiels face au "dumping" de l'alimentation subventionnée produite à leurs dépens.

En Palestine, des efforts renouvelés afin d'obtenir un boycott effectif des produits agricoles préparent les communautés agricoles palestiniennes de la base à se défendre tout en renforçant leur identité et leur orgueil. Même dans les conditions

les plus défavorables, des marchés exclusivement palestiniens sont mis en place. Des produits israéliens ont été brûlés lors de manifestations populaires, exprimant ainsi un rejet symbolique de l'emprise de l'occupation sur la vie et l'économie palestiniennes. Des foires commerciales appelant au boycott sont organisées et, récemment, les syndicats ont commencé à soutenir ces efforts.

L'appel des Palestiniens au monde a été clairement exprimé à travers un appel unifié au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements le 9 juillet 2005. Ses objectifs fondamentaux sont : de soutenir la lutte de libération des Palestiniens et obliger Israël à respecter le droit international en donnant aux peuples du monde l'occasion d'exercer leur pouvoir et de faire pression sur leurs gouvernements, leurs institutions et leurs sociétés commerciales ; révéler la vraie nature de l'occupation et des politiques d'Israël ; rendre toute leur valeur aux droits de l'homme en exigeant qu'Israël assume la responsabilité de ses agissements ; mettre en évidence la responsabilité de la communauté internationale qui soutient Israël et, avant tout, mettre fin au soutien international à Israël puisque ses politiques seraient intenable sans aide extérieure.

Extraits d'un rapport du même nom élaboré par la Campagne Populaire Palestinienne contre le Mur de l'Apartheid. Pour le rapport dans son ensemble et davantage d'informations voir : [www.stophewall.org](http://www.stophewall.org)

---

*« Que signifie la souveraineté alimentaire pour des paysans qui ne peuvent avoir accès à leurs terres ? »*

---

*« Plus de 800 personnes ont été tuées aux Philippines, principalement des paysans et leurs familles qui se battaient pour les droits des paysans à la terre. Dans la plupart des cas, avant qu'ils ne soient assassinés, les militaires les accusaient d'appartenir ou de soutenir le groupe rebelle du pays, qui agit principalement dans les zones rurales. Les tueries alarmantes et incessantes de paysans ont interrompu la production alimentaire et ont détruit les infrastructures sociales et physiques de la souveraineté alimentaire de la population. »*

---

*« Après l'indépendance de l'Ouganda en 1962, il y eut une saisie de terre dans le nord-est du pays et les ¾ de ces terres furent enregistrées comme parcs animaliers. Cela a considérablement réduit l'accès des pasteurs nomades Karamojong aux pâturages et à l'eau. Avec la sécheresse, leur situation a encore empiré. Les partisans du gouvernement ont sédentarisé les élevages de bovins, mais sans penser que cela n'était pas possible sans infrastructure pour le stockage de l'eau et du fourrage. Les pasteurs nomades doivent continuer à se déplacer avec leurs animaux pour trouver de la nourriture, mais il n'y a pas de politiques pour les soutenir. L'élevage de bovins est le moyen de subsistance principal dans la région et le vol de bétail, qui se produit sporadiquement depuis 50 ans entre différents clans, a augmenté à cause de l'absence de moyens de subsistance alternatifs. »*

---

la suite d'un conflit ou d'une catastrophe, les populations sont éloignées de leurs terres et de leurs territoires, que d'autres s'approprient, par exemple pour l'exploitation touristique.

Nous parlons souvent de l'accès aux marchés pour les producteurs locaux et les populations qui souhaitent consommer les produits locaux. Mais pour les communautés qui subissent les conflits, l'occupation ou les séquelles des catastrophes, l'accès aux marchés est un problème physique de base lorsqu'il y a, par exemple, un mur entre le producteur et le marché, ou lorsque l'infrastructure de transport a été engloutie par une inondation.

La souveraineté alimentaire est également menacée par les efforts supposés améliorer ces situations, comme par exemple une aide alimentaire inappropriée ou des projets de développement/de reconstruction qui, quelquefois, génèrent d'autres conflits. Les importations à long terme d'aide alimentaire détruisent la production locale et la biodiversité et introduisent les OGM dans le système alimentaire (même l'aide dans la lutte contre le VIH/SIDA est utilisée comme porte d'entrée pour l'aide alimentaire).

## Pourquoi nous battons-nous ?

Pour les populations qui vivent sous l'occupation, l'autodétermination et l'autonomie locale deviennent fondamentales pour réaliser la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, quant à elle, est vitale pour assurer la pérennité des communautés et leur capacité de réaction à toutes les catastrophes. L'autodétermination permet de se préparer à faire face aux impacts des catastrophes naturelles et causées par l'homme par la mise en place de systèmes de production écologiques maîtrisés par les communautés locales, fondés sur les connaissances et les modes de vie traditionnels.

Pour réaliser la souveraineté alimentaire, nous devons assurer que les victimes/survivants des catastrophes/conflits puissent déterminer et diriger les efforts d'aide, de récupération et de reconstruction. Nous devons continuer à développer et renforcer les réponses locales aux catastrophes. Il est également important de renforcer au niveau local la sensibilisation à l'importance de la souveraineté alimentaire et de la résistance aux compagnies multinationales qui sont un exemple parmi d'autres de contrôle à distance. Nous devons également créer des systèmes alimentaires, agricoles et de marché locaux qui soient suffisamment solides pour résister aux catastrophes.

Des cadres juridiques forts sont indispensables à la défense de la souveraineté alimentaire dans les situations de guerre, d'occupa-

tion et de catastrophes. Au Népal, la souveraineté alimentaire est maintenant reprise dans la constitution nationale. Tous les pays doivent mettre en place des réglementations strictes pour empêcher l'importation d'OGM. Il est tout aussi important d'assurer la mise en œuvre des cadres juridiques qui sont censés protéger la biodiversité et assurer le paiement de compensations lorsque les moyens de subsistance des communautés sont détruits intentionnellement. Une convention internationale sur la souveraineté alimentaire est nécessaire, particulièrement pour les communautés qui subissent un conflit, vivent sous occupation ou sont frappées par une catastrophe.

Nous nous unissons aux luttes contre l'occupation et nous nous battons contre les murs et la militarisation des frontières qui divisent les peuples et les empêchent d'avoir accès à l'alimentation locale et aux territoires de production. Nous affirmons ainsi que les conflits et l'occupation représentent une grave menace pour la souveraineté alimentaire. L'affirmation de celle-ci est fondamentale pour que les peuples et les communautés puissent survivre et prospérer dans des conditions favorables. En conséquence, nous manifesterons notre solidarité avec tous les peuples qui vivent sous occupation, dont les territoires sont divisés par des murs et qui souffrent à cause des conflits et des catastrophes. Nous renforcerons nos luttes, nos résistances et nos réponses aux conflits, à l'occupation et aux catastrophes en tirant les leçons des expériences et des stratégies des autres communautés et mouvements.



## CONDITIONS SOCIALES ET MIGRATIONS FORCÉES

*« S'ils vous jettent dans l'eau bouillante, vous devez vous échapper, il n'y a pas d'alternative. »*

### Pourquoi nous battons-nous ?

Les populations humaines ont toujours migré d'un endroit à l'autre à la recherche de nouvelles opportunités ou à la suite de catastrophes naturelles. En revanche, actuellement, nous assistons à des migrations forcées causées par un système économique qui est imposé à la planète par le capital international. Les mégaprojets, tels que les barrages et les mines, ainsi que les politiques d'ajustement structurel, mènent à la prise de contrôle et à la contamination des terres et des récoltes, à la guerre et à la destruction des habitats et des cultures.

[ 41 ] Nyéléni 2007

La souveraineté alimentaire respecte les cultures locales et les systèmes alimentaires et assure l'autonomie des populations, même dans des situations de conflits ou de catastrophes naturelles.

Lorsque des gens décident d'émigrer, ils doivent pouvoir être libres de gagner leur vie sans être harcelés. Les USA ou le Canada doivent appliquer les conventions internationales sur les droits des migrants.

Nous nous battons pour le respect des droits de tous les migrants, qu'ils soient déplacés à l'intérieur d'un pays, vers d'autres pays ou bloqués dans des camps de réfugiés, quelquefois pour de nombreuses années.

Nous nous battons contre toutes les situations d'oppression et d'exploitation qui forcent les gens à fuir leurs foyers, y compris les grands projets d'infrastructures, les monocultures et les « guerres de la drogue ».

Les bénéficiaires du phénomène de migrations sont les pays riches. Les profits que réalisent les pays destinataires proviennent des mégaprojets à l'origine des déplacements de populations. A l'inverse et dans le même temps, les pays d'origine voient leur capital social et culturel fortement appauvri.

Les migrants peuvent aussi apporter des avantages politiques aux pays vers lesquels ils migrent ; Dans le cas du Salvador, les familles qui recevaient des mandats de leurs parents émigrés aux Etats-Unis étaient obligées de voter pour le parti soutenu par les Etats-Unis lors des élections au Salvador.

D'autre part, les gouvernements des pays du nord retirent un autre avantage : ils utilisent les immigrés comme boucs émissaires des problèmes sociaux et économiques qu'ils sont incapables de résoudre.

Nous reconnaissons également l'existence de nouveaux types d'esclavage, sous la forme de trafic d'êtres humains, femmes, hommes et enfants des deux sexes qui sont exploités par le travail ou la prostitution, dans des conditions extrêmement dégradantes.

## Qu'allons-nous faire ?

Nous renforcerons et nous soutiendrons les organisations et les mouvements indépendants de migrants à tous les niveaux, du local jusqu'à l'international. Pour ce faire, nous devons consolider les alliances entre les organisations et les mouvements sociaux des pays d'origine et des pays « d'accueil ».

Nous ferons de la sensibilisation sur les migrations forcées et les conditions de vie et de travail des migrants, particulièrement dans les secteurs de l'alimentation, de la pêche et de l'agriculture. Nous manifesterons notre solidarité avec les organisations de migrants qui sont des alliées importantes dans la lutte pour la souveraineté alimentaire.

Nous continuerons à faire de la sensibilisation au sujet de la contribution des travailleurs migrants. Nous lutterons pour des politiques qui défendent le droit au retour dans leurs communautés d'origine des populations déplacées, particulièrement celles qui ont été déplacées à la suite d'une occupation, d'une catastrophe ou d'un conflit.

Nous nous attaquerons aux causes des migrations forcées par les moyens suivants :



- La protection des territoires, des cultures, de la souveraineté alimentaire et de l'autonomie,
- la défense des organisations rurales, paysannes et urbaines qui sont essentielles au respect de la dignité des habitants des campagnes et des villes ;
- L'articulation entre la valeur de la production paysanne et des relations économiques durables hors du cadre des règles de marché capitaliste.

## MODÈLES DE PRODUCTION

*La souveraineté alimentaire est fondée sur une agriculture respectueuse de l'environnement, déterminée localement et qui puise dans les connaissances traditionnelles. Cependant, elle n'est viable que si la société valorise et soutient le système alimentaire local tout en réglementant le fonctionnement du marché.*

Les modèles de production industrielle capturent et détruisent les marchés locaux, les moyens de subsistance des petits producteurs d'aliments et les écosystèmes diversifiés qui sont indispensables pour assurer une production durable à faible consommation d'énergie. Les modèles industriels favorisent les monocultures et utilisent les terres des cultures vivrières pour la production d'agro-carburants au détriment de l'alimentation humaine. Le modèle de production

industriel et capitaliste contrôlé par les grandes firmes est basé sur l'exploitation des êtres humains et des écosystèmes. Il a un impact dramatique sur les travailleurs, les communautés et les relations sociales. Il détruit l'environnement et la capacité de la nature à s'adapter et contribue fortement au changement climatique. Il provoque également d'autres pollutions qui, combinées à la pêche et à l'aquaculture industrielles, tuent nos mers.

Ces modèles de production destructeurs font partie intégrante d'un système économique mondialisé et d'une division internationale et sexiste du travail. Ils exploitent indifféremment les hommes et les femmes, les travailleurs, les sociétés et les ressources naturelles de toutes les régions du monde. Les injustices et les inégalités socio-économiques sont encouragées et exacerbées parce qu'elles contribuent à la maximisation des processus d'accumulation des profits par les grandes firmes capitalistes. C'est pourquoi il est fondamental de promouvoir l'égalité, la justice et la solidarité entre les peuples, entre les régions du monde et à l'intérieur des sociétés



et des communautés pour permettre la création de modèles de production alternatifs. C'est aussi la raison pour laquelle la souveraineté alimentaire est tout aussi applicable aux pays industrialisés du nord qu'à ceux du sud.

Nous sommes conscients de la nécessité de clarifier le sens des mots « écologique, biologique, agroécologique » qui sont interprétés différemment dans différentes régions et cultures. De la même façon, la définition de l'échelle de la production varie considérablement d'une région à l'autre : une petite ferme au Brésil serait définie comme une grande exploitation selon les critères en vigueur au Vietnam.

## Pourquoi nous battons-nous ?

La souveraineté alimentaire requiert la mise en oeuvre d'un modèle économique différent fondé sur la coopération et la solidarité entre les personnes et les peuples, et qui place la diversité biologique et culturelle au-dessus de la concurrence et la spécialisation.

La souveraineté alimentaire requiert aussi une transformation des relations sociales pour plus d'égalité entre les classes sociales, les races, les sexes et les générations.

La souveraineté alimentaire insiste sur la démocratie, autrement dit le contrôle démocratique des ressources naturelles, de la distribution alimentaire et du développement local. Elle encourage fortement la production et la consommation locale dans la mesure du possible. Ces considérations au sujet de la démocratie doivent aussi s'appliquer aux systèmes régionaux, nationaux et internationaux. Nous utilisons le terme « démocratie » même si nous savons que c'est un terme qui (comme d'autres termes que nous utilisons) a été récupéré par les institutions internationales ; pour nous il met en évidence les concepts de pouvoir populaire et de démocratie participative.

Nous avons besoin de politiques qui soutiennent tous les modes de production et de distribution alimentaire démocratiques et durables à tous les niveaux.

## Contre quoi nous battons-nous ?

Le système agro-alimentaire industriel actuel ne peut pas être maintenu, il n'est pas durable, que ce soit socialement, économiquement ou du point de vue de l'environnement.

Niveau économique : le mythe de l'« avantage comparatif » est utilisé pour imposer des ajustements structurels qui obligent les nations ou les régions à produire des cultures de rente destinées à l'exportation. Ceci mène à l'insécurité alimentaire au niveau local et au contrôle de l'agriculture par les grandes firmes.

Social : le système actuel ne reconnaît pas la valeur économique et social du travail des communautés rurales et indigènes, des pêcheurs, des pasteurs nomades. Ils sont discriminés et exploités. Dans toutes les communautés, certains groupes sociaux tels que les femmes et les jeunes sont encore plus gravement marginalisés. Leur travail est exploité mais peu ou pas reconnu, et généralement non rémunéré malgré son importance capitale pour la société et l'économie.

Environnement : les monocultures à grande échelle provoquent l'érosion de la diversité génétique, la production de produits agricoles toxiques destinés à l'exportation et interdits dans leurs pays d'origine, la création de technologies dangereuses et de processus tels que le génie génétique, le clonage, l'irradiation et la nanotechnologie, dont les effets sont encore inconnus.

Dans le monde entier, nous sommes confrontés à des politiques gouvernementales qui soutiennent l'agriculture industrielle par le biais de la privatisation des biens communs tels que l'eau, la terre et les mers. Par ailleurs, des lois et des réglementations discriminatoires empêchent la transformation artisanale ou « à la ferme » et sabotent les marchés locaux. Les crédits pour le financement de la recherche et la promotion sont aussi orientés en faveur du modèle industriel.

---

*« L'alimentation est utilisée comme arme de l'impérialisme et ceux qui la produisent, tout comme leurs cultures, leurs animaux, leurs terres et leurs ressources hydriques, sont les victimes ciblées de violence. »*

---



« Les compagnies multinationales utilisent les gouvernements nationaux pour propager leurs politiques et leurs programmes. Au cours des deux dernières années, dans notre partie du pays, ils ont commencé à soutenir les petits paysans pour qu'ils produisent la plante qui sera utilisée pour fabriquer le biodiesel, et le gouvernement a octroyé des subsides aux paysans qui la cultivaient. Ils ne se contentent pas de rendre l'agriculture à petite échelle non viable, ils remplacent les cultures alimentaires par des cultures destinées non pas à l'alimentation mais à la production de carburant. »

« Le barrage Pak Moon empêche au moins 6000 familles de pêcher dans la rivière Moon depuis qu'il a été terminé en 1994. Ce mégaprojet a violé notre droit à pêcher, et par conséquent, notre droit à l'alimentation et à la sécurité culturelle. Beaucoup d'entre nous ont dû émigrer vers de grandes villes pour trouver du travail. Tout cela est causé par le modèle de développement dominant sponsorisé par la Banque Mondiale. »

### Qu'allons-nous faire ?

La souveraineté alimentaire et la stabilité environnementale dépendent d'une production alimentaire agroécologique et de pratiques de pêche écologiquement sensibles. Pour que ces formes de production puissent subsister, la société doit les valoriser et les soutenir, acheter des produits alimentaires locaux. Il faut aussi supprimer les privilèges et les subsides octroyés aux systèmes de production industriels, aides dont les compagnies multinationales sont les premières bénéficiaires.

Nous lutterons pour un véritable contrôle démocratique des terres et des autres ressources naturelles par les populations, particulièrement les communautés et les groupes sociaux margina-

lisés, y compris les femmes, qui doivent avoir accès à ces ressources. Nous lutterons contre les privatisations, l'exploitation et l'accumulation capitaliste.

Nous nous battons pour la justice sociale, l'égalité et la solidarité, et pour la valorisation des échanges, des professions, des activités et des métiers qui contribuent à la souveraineté alimentaire.

Nous nous attellerons à renforcer les liens entre les producteurs et les consommateurs. Nous les persuaderons de passer à une « économie solidaire » qui soutienne les cultivateurs, les éleveurs et les pêcheurs artisanaux locaux ainsi que leurs systèmes de production et de récolte agroécologiques. Nous nous efforcerons aussi de convaincre les autorités à tous les niveaux d'acheter des aliments produits localement pour l'approvisionnement des écoles, des hôpitaux et autres institutions publiques.

---

*« L'intégrité alimentaire est rituelle pour les peuples indigènes, il ne s'agit pas seulement d'une question de nutrition. Certains peuples sont liés au maïs ou au saumon. Si ces éléments sont perturbés, cela change l'identité même d'un peuple. En conséquence, les peuples indigènes doivent être consultés et intégrés dans les processus décisionnels. »*

---

Nous nous efforcerons de protéger la fertilité de la terre, l'intégrité des semences. Nous ferons pression sur les gouvernements pour qu'ils investissent dans l'agriculture (pas par des subsides à l'industrie agro-alimentaire), mais pour faciliter l'organisation des producteurs d'aliments en fonction d'un contrôle centralisé des marchés.

Le défi pour la génération actuelle n'est pas seulement de changer les politiques et l'orientation de la société en faveur d'une production durable. Il est aussi de maintenir vivantes les valeurs et les ressources dont ce système de production a besoin, afin qu'elles puissent être valorisées et utilisées par la prochaine génération.

Nous travaillerons afin de renforcer les mouvements, les réseaux, les organisations et les coalitions qui luttent pour la souveraineté alimentaire et pour les changements sociaux nécessaires à la création de relations sociales et de modèles économiques alternatifs où la souveraineté alimentaire est possible.

La sensibilisation, l'éducation et la formation, ainsi que la création, la valorisation et la diffusion de connaissances alternatives sont des éléments essentiels de toutes nos stratégies.

---

*« La production de viande danoise est basée sur le soja d'Amérique latine, d'Argentine en particulier, où de vastes étendues sont consacrées à la monoculture de soja génétiquement modifié. Les sols sont vidés de leurs substances nutritives et exposés à l'érosion. Les producteurs de soja ne cessent de grandir et de prendre de nouvelles terres aux forêts et aux territoires vierges. Même les paysans danois sont perdants, puisqu'ils doivent produire des aliments de moins en moins chers, ce qui n'est possible que sur des grosses exploitations. Les petits paysans sont vaincus dans cette course. La nature danoise est aussi perdante à cause d'un excès d'engrais azotés provenant du lisier extrait du sol argentin (qui est épuisé !). Les paysans en Argentine, qui produisaient à l'origine des aliments variés (légumes, viande, lait), vendent leurs terres aux producteurs de soja puisque de toutes façons leurs productions sont polluées par les pulvérisations aériennes de pesticides, ou leurs terres sont saisies parce qu'ils n'ont pas de documents qui attestent de leurs droits légaux à celles-ci. Comme*

[ 47 ] Nyéléni 2007

*les paysans locaux ne produisent plus pour les populations locales, celles-ci souffrent de la faim et de la malnutrition. Les gens se nourrissent de soja, qui ne fait pas partie de leur alimentation traditionnelle. Pour sa part, la population danoise perd la capacité et les connaissances dont elle a besoin pour avoir une alimentation riche en fruits et légumes locaux, et s'habitue à consommer trop de produits animaux tout comme le reste du monde occidental.»*

## Déclaration des femmes sur la souveraineté alimentaire

Avant le forum, une journée a été consacrée à une rencontre des femmes, organisée par la Marche Mondiale des Femmes. Les participantes ont exprimé leurs points de vue et leurs préoccupations tout au long du forum. Les femmes déléguées ont aussi travaillé ensemble pour produire cette Déclaration qui a été lue à l'Assemblée finale.

Nous, les femmes, provenant de 86 pays et de divers peuples indigènes d'Afrique, des Amériques, de l'Europe, de l'Asie, de l'Océanie, de plusieurs secteurs et mouvements sociaux, sommes rassemblées à l'occasion de Nyéléni 2007 à Sélingué, au Mali, pour travailler ensemble à la construction d'un nouveau droit : le droit à la souveraineté alimentaire. Nous réaffirmons notre volonté d'agir ensemble pour changer le monde capitaliste et patriarcal qui donne priorité aux intérêts du marché aux dépens des droits humains.

Les femmes, qui sont depuis toujours les détentrices des savoirs agricoles et alimentaires, qui continuent à produire jusqu'à 80% de l'alimentation dans les pays les plus pauvres, et qui sont encore aujourd'hui les gardiennes principales de la biodiversité et des semences destinées à l'agriculture, sont particulièrement affectées par les politiques néolibérales et sexistes.

Nous souffrons des graves conséquences de ces politiques : pauvreté, accès insuffisant aux ressources, brevetage de la vie, exode rural et migrations forcées, guerres et toutes formes de violence physique et sexuelle. Les monocultures, y compris celles qui sont destinées à la production d'agro-carburants, et l'utilisation massive de produits chimiques et d'organismes génétiquement modifiés qui y sont associés, ont un impact négatif sur l'environnement et la santé humaine, la santé reproductive en particulier.

Le modèle industriel et les compagnies multinationales menacent l'existence de l'agriculture paysanne, de la pêche artisanale, du pastoralisme, de la production artisanale et du commerce alimentaire local dans les zones rurales et urbaines. Dans tous ces secteurs, les femmes jouent un rôle prépondérant.

Nous voulons sortir l'alimentation et l'agriculture de l'OMC et des traités de libre échange. En outre, nous rejetons les institutions capitalistes et patriarcales qui considèrent l'alimentation, l'eau, la terre, les savoirs populaires et les corps des femmes comme de simples marchandises.

Dans notre lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, nous voulons mettre fin à l'oppression que nous subissons, aussi bien dans les sociétés traditionnelles que dans les sociétés modernes, et dans le système de marché. Nous voulons profiter de cette occasion pour laisser les préjugés sexistes derrière nous et développer une nouvelle vision du monde basée sur les principes de respect, d'égalité, de justice, de solidarité, de paix et de liberté.

Nous sommes mobilisées, nous luttons pour l'accès à la terre, aux territoires, à l'eau et aux semences. Nous luttons pour des conditions de travail décentes. Nous luttons pour l'accès à la formation et à l'information. Nous luttons pour notre autonomie, le droit de prendre nos propres décisions et de participer pleinement aux organes décisionnels.

Sous le regard de Nyéléni, une femme africaine qui a défié les réglementations discriminatoires et qui brûlait de créativité et de génie agricole, nous trouverons l'énergie pour transformer le droit à la souveraineté alimentaire en une balise sur le chemin de la construction d'un autre monde.

Nous trouverons cette énergie dans notre solidarité. Nous transmettrons ce message aux femmes du monde entier.

## Déclaration des jeunes

Les jeunes se sont réunis à Sélingué, au Mali, au cours du Forum pour la Souveraineté Alimentaire – Nyéléni 2007. Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance pour l'espace qui nous a été offert et qui nous a permis de nous rencontrer, de discuter et de partager certaines questions centrales qui nous affectent pour le moment. Mais nous n'avons pas eu assez de temps pour approfondir notre discussion et aboutir à une déclaration.

Nous participons à la solution et à la lutte pour la souveraineté alimentaire, nous sommes fermement déterminés à collaborer avec les paysans et leurs organisations, avec les peuples indigènes, les pasteurs nomades, les femmes et les étudiants dans la construction de notre avenir et l'amélioration de notre présent. Nous les jeunes, nous sommes le présent et l'avenir.

Pour continuer la lutte pour la souveraineté alimentaire, nous avons décidé d'organiser le forum des jeunes pour la souveraineté alimentaire en 2008 en Amérique latine. Nous y déciderons de nos stratégies et de nos alliances dans la lutte pour la souveraineté alimentaire.

« Parmi les nomades du Sahel, les connaissances sur la gestion des ressources naturelles sont sur le point de disparaître. Beaucoup de jeunes du Sahel préfèrent aller vivre dans les villes et leur départ crée un terrible vide au cœur de leurs communautés puisque ce sont les jeunes qui ont la responsabilité de conduire les troupeaux dans les pâtures. Quant aux filles, elles apprenaient à faire du beurre et du fromage, à conserver la viande séchée et à prendre soin des plantes. L'organisation Tinhnanbe organise des formations spéciales pour les filles afin d'endiguer la disparition de ces compétences. »



## Déclaration des écologistes

Nous, les membres du mouvement de défense de l'environnement présents au Forum de Nyéléni, réaffirmons notre engagement à lutter pour la justice et le développement durable sur nos territoires. Nous voulons défendre la diversité culturelle et écologique du monde, et détruire le modèle de civilisation despotique qui s'est enraciné grâce au patriarcat, au colonialisme, au capitalisme et aux guerres provoquées par la cupidité et l'appropriation privée des ressources de la nature.

En tant que défenseurs de l'environnement, nous sommes solidaires avec le mouvement pour la souveraineté alimentaire et nous nous opposons aux accords de libre échange et aux traités d'investissement, aux règles de marché imposées par l'Organisation Mondiale du Commerce et aux politiques de pillage favorisées par les institutions financières qui menacent la souveraineté alimentaire.

Nous nous opposons également aux normes et aux lois qui sur nos propres terres tentent de contrôler et d'exproprier le patrimoine écologique et nutritionnel de nos peuples. Nous sommes confrontés à des échanges de « dette contre nature » qui escroquent les populations et sont encouragés par des multinationales de la « conservation », des loups déguisés en moutons. Nous nous battons contre les lois de biosécurité, les lois qui favorisent les investissements étrangers et les échanges économiques inégaux, les lois qui tentent de mettre l'eau entre les mains des multinationales, les lois qui privatisent notre patrimoine commun et public. Toutes ces politiques et ces mesures dégradent et menacent la souveraineté alimentaire de nos peuples.

Nous assistons à des mégaprojets énergétiques, d'exploitation forestière, de production d'agro-carburants, d'infrastructures de transport et de communication, la construction de ports et de voies navigables, etc. Ces mégaprojets ne sont pas destinés à satisfaire les besoins des masses appauvries, mais bien à permettre l'accumulation de capital entre quelques mains. La science et la technologie sont le monopole des semenciers et des compagnies énergétiques et ne sont pas utilisées pour résoudre les problèmes auxquels l'humanité est confrontée, mais bien pour écraser la nature et les gens. Pour eux et dans leur mentalité de « marché », la nature et les gens ne comptent que s'ils ont une valeur en capital. La vie est commercialisée entre leurs mains comme dans le mythe du roi Midas où tout ce qu'il touchait se transformait en or.

Ces compagnies multinationales veulent imposer leur modèle agricole colonialiste inséparable des technologies dont il dépend, grand consommateur d'OGM, d'intrants chimiques cancérigènes et de mécanisation asservie au pétrole qui nous chasse de nos terres et de nos territoires. Que de souffrances sont infligées à l'humanité pour l'apparent bonheur de quelques-uns ! Comment est-il possible de ne pas résister à de tels actes de brutalité ?

Maintenant ils nous abreuvent du sophisme selon lequel les combustibles fossiles peuvent être remplacés par les agro-carburants. Mais ils ne disent rien de l'iniquité et des inégalités dans la distribution alimentaire et énergétique ; ils restent silencieux au sujet de leurs monopoles sur les terres et l'eau, ils dissimulent la dépendance technologique qui relègue les savoirs locaux au second plan; ils éludent la discussion sur leur empreinte écologique et leurs dettes ; ils ne disent rien des modes de transport égoïstes et non durables et ils se taisent face aux exigences de justice et de liberté. Ceux-là même qui ont provoqué le chaos climatique et l'extinction des espèces s'érigent maintenant en sauveurs. Mais au Forum de Nyéléni, nous les avons très claire-



ment dénoncés pour leur surexploitation des richesses et de l'énergie du monde, ils rendent la vie sur terre non viable et répandent la misère parmi les pays et les peuples.

Nous les écologistes nous avons participé à ce Forum avec humilité, mais nous sommes conscients de la responsabilité politique et éthique que nous partageons avec tous les mouvements et les groupes présents ici, et l'expression de leur solidarité est le meilleur outil pour lutter contre tant d'injustice. Nous transportons tous les semences de la vie que nous avons échangées, mais nous sommes aussi porteurs des semences de la résistance qui sont disséminées sur toute la planète.

Nous résistons au modèle de misère imposé par la force par les capitalistes, basé sur l'exploitation et le colonialisme.

Nous résistons pour obtenir le droit à vivre sur nos territoires et à avoir accès à la terre et pour la distribution et la restauration des écosystèmes et de la biodiversité.

Nous résistons pour assurer qu'il y ait des lois justes qui puissent servir le bien commun et public et pour que le commerce se déroule hors du marché capitaliste.

Nous résistons pour que la sagesse ancestrale des peuples, des groupes ethniques et des communautés soit reconnue et respectée.

Nous résistons pour la souveraineté alimentaire des peuples.

Longue vie aux semences entre les mains des populations.

Longue vie à la souveraineté alimentaire des peuples.

Longue vie au Forum de Nyéléni.

## LES PAYSANS MALIENS CREENT UNE NOUVELLE LOI SUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Au Mali, les organisations paysannes ont inclus le concept de souveraineté alimentaire dans la loi nationale, la « loi d'orientation agricole », qui est la base de la nouvelle politique agricole du pays. Nous pensons que la souveraineté alimentaire doit être imposée par la loi pour être applicable à tous – même au chef de l'Etat. Nous nous sommes rendu compte que cette loi allait être un très long processus, et comme nous nous battons déjà depuis longtemps pour la souveraineté alimentaire, nous, les organisations paysannes, avons exigé une nouvelle politique agricole pour 10 ans basée sur le principe que nous devons élaborer les politiques nous-mêmes, et non pas les fonctionnaires. Depuis 40 ans, ce sont les fonctionnaires qui définissent les politiques, les programmes et les projets et cela fait 10 ans que nous revendiquons notre rôle dans les processus décisionnels.

Lorsque le gouvernement a finalement donné son accord de principe avec cette idée, nous avons commencé à négocier. Après avoir fait beaucoup de lobbying, nous avons obtenu le soutien de certains hauts fonctionnaires (comme des conseillers du Président) qui ont dit : « les paysans ont raison : les fonctionnaires font les politiques depuis 40 ans et cela ne fonctionne pas bien, donc si les paysans disent qu'ils peuvent le faire, nous devrions au moins leur permettre d'essayer ». Le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) nous a aussi soutenu. Ils avaient déjà défendu la souveraineté alimentaire dans les politiques régionales, au niveau de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il était important pour nous de pouvoir dire que la souveraineté alimentaire avait été acceptée au niveau régional par la CEDEAO, même si elle n'est pas encore opérationnelle.

Il a été décidé que la CNOP serait responsable d'organiser des consultations dans tout le pays afin de susciter l'expression des opinions des paysans concernant la loi, et ensuite de les rassembler. C'était une tâche gigantesque ! Nous avons essayé de tout mettre en place pour assurer que les consultations soient vraiment participatives, inclusives et transparentes. Il ne s'agissait pas seulement d'inclure les organisations paysannes, mais aussi les chefs coutumiers, les chambres d'agriculture et, en général, tous ceux qui avaient une responsabilité dans le monde rural. Cela a duré plus d'un an ; dans chaque région nous avons créé des commissions responsables d'organiser les consultations dans les villages. Elles ont mobilisé les gens des villages afin qu'ils choisissent leurs représentants pour les consultations locales et régionales. Nous n'avons pas pu aller dans tous les villages, mais nous en avons visité un grand nombre.

Ensuite il y a eu une rencontre nationale pour synthétiser toutes les opinions rassemblées. Un point commun aux paysans de tout le pays était que nous voulions produire nos propres aliments, nous ne voulions pas être dépendants des autres pour notre alimentation. Nous avons également dit que nous avions besoin de ressources comme la terre et l'eau pour produire des aliments, et que nous voulions des prix qui couvrent nos coûts de production et nous permettent de faire des bénéfices. Et nous avons dit : « tous ces éléments font partie de la souveraineté alimentaire ! » Même s'il n'existait pas de terme équivalent à « souveraineté alimentaire » dans notre langue locale, les paysans avaient exprimé ses éléments principaux. Les paysans ont toujours pensé qu'il était important pour eux de produire des aliments d'abord pour subvenir à leurs propres besoins, et ensuite de commercialiser le reste, mais ils n'avaient jamais eu la possibilité de participer à la définition de politiques jusqu'alors. Le résultat de la rencontre nationale, où la souveraineté alimentaire était un message clair, a été un document intitulé « mémorandum des paysans » et c'est armés de ce document que nous avons réécrit la loi avec les ministères compétents.

Maintenant que nous avons la loi au Mali, nous devons commencer à la mettre en œuvre, ce qui sera bien sûr très compliqué parce qu'elle compromettra les intérêts de certains groupes, comme les multinationales de l'alimentation par exemple. Mais nous n'avons pas d'autre alternative que de poursuivre sur cette voie.

CNOP-Mali

## QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?

À Nyéléni 2007, nos objectifs principaux étaient d'approfondir et d'élargir notre compréhension de la souveraineté alimentaire, de renforcer le dialogue entre les nombreux secteurs et groupes d'intérêt différents, et d'élaborer un plan d'action commun. Avec une telle diversité, nous ne nous attendions pas à ce que ce soit une tâche facile. Au niveau local, les différentes luttes doivent se développer en fonction du contexte. Cependant, nous sommes parvenus à définir une série d'actions et de stratégies qui seront un terrain commun pour nos luttes locales, pour articuler nos solidarités et notre engagement commun contre les forces de domination globale.

Notre projet commun est de réaliser la souveraineté alimentaire par des actions destinées à promouvoir notre agenda, à résister aux politiques et aux pratiques qui le compromettent et à renforcer notre mouvement.

Nous avons également développé une série de points d'action spécifiques pour chaque région.

### Promouvoir

Nous favoriserons des stratégies, des politiques et des styles de vie qui renforcent le contrôle par les communautés, la viabilité écologique, les connaissances et l'autonomie locale et la sagesse traditionnelle, pour affirmer la souveraineté alimentaire dans toutes ses dimensions, ainsi que nos droits associés. Nous identifierons et renforcerons les pratiques autonomes existantes qui permettent la souveraineté alimentaire et nous pousserons nos gouvernements à respecter et à défendre nos droits à la souveraineté alimentaire.

### Résister

Nous résisterons au modèle capitaliste mondialisé piloté par les compagnies multinationales, ainsi qu'à ses institutions et ses politiques qui empêchent les communautés de réaliser ou de consolider la souveraineté alimentaire. Cela veut dire aussi que nous contesterons les politiques gouvernementales qui facilitent le contrôle de la production et de la distribution alimentaire par les grandes firmes, et que nous entreprendrons des actions directes contre leurs pratiques.

### Renforcer le mouvement

Nous renforcerons le mouvement pour la souveraineté alimentaire par les mobilisations, la construction d'alliances, l'éducation, la communication et les actions conjointes entre les mouvements du monde entier ; et nous gagnerons la bataille.

## PROMOUVOIR

### MARCHÉS LOCAUX

**Nous affirmerons le droit des producteurs alimentaires et des consommateurs à un contrôle autonome des marchés locaux comme espace central de la souveraineté alimentaire.**

Nous renforcerons les liens directs entre les consommateurs et les producteurs d'aliments du nord et du sud afin de favoriser une prise de conscience de la valeur des aliments locaux et de saison, et d'améliorer le statut des paysans et des pêcheurs. Nous créerons des opportunités de mise en place d'un marché alternatif et d'initiatives telles que la création de fonds communautaires et des systèmes d'échange de produits, comme le troc ou les foires aux semences, qui renforcent les liens et la solidarité entre les petits producteurs alimentaires.

« Dans la sensibilisation des consommateurs, il faut tenir compte du fait que toutes les tendances se diffusent dans la société du haut vers le bas, avec un effet de percolation des plus riches vers les plus pauvres. Par conséquent, en Europe, nous pouvons utiliser des tendances exclusives, comme le Mouvement de la Slow Food et les chefs des restaurants, pour promouvoir nos objectifs. De la même manière, dans les pays en voie de développement, ce sont les plus riches qui montrent l'exemple en commençant à consommer selon les schémas du nord, et nous devons donc les sensibiliser à la nécessité de soutenir les produits locaux et les modes traditionnels de consommation de nourriture. »



Nous étudierons la possibilité d'appliquer des politiques d'achats alimentaires locaux aux institutions telles que les hôpitaux, les écoles et les bâtiments du gouvernement.

Nous soutiendrons l'équité des échanges commerciaux et le « commerce équitable » partout où il contribue à la souveraineté alimentaire, et nous exposerons et dénoncerons toutes les formes de "dumping". Nous proposerons des politiques gouvernementales qui protègent la production locale et les marchés locaux.

Nous nous efforcerons d'augmenter la capacité des coopératives pour les producteurs et les consommateurs, et en particulier de travailler avec des coopératives de femmes pour la transformation et la commercialisation de leurs produits.

Même dans le nord, la souveraineté alimentaire est fondamentale pour assurer l'alimentation des pauvres. Nous défendons une production alimentaire qui ne soit pas destinée au marché et qui permette l'accès des peuples indigènes à leurs territoires de chasse et de cueillette tradi-

tionnels. Nous échangerons des informations sur l'agriculture urbaine et d'autres pratiques qui améliorent l'accès des populations urbaines à une alimentation saine.

---

*« Le concept de commerce équitable est de plus en plus ancré dans la mentalité des gens. Les gens sont devenus plus conscients de la nécessité de payer plus cher pour avoir des aliments de meilleure qualité. »*

---

*« À Londres, il y a 13 communes dont les produits alimentaires proviennent d'une zone dans un rayon de 75 km ; ce changement s'est produit au cours des dernières cinq à dix années. » (RU)*

---

*« Quelquefois, les producteurs du sud ne peuvent pas obtenir un prix juste pour leurs produits même s'ils vendent aux consommateurs des marchés locaux. Les économies de ces pays doivent être développées pour que les gens puissent se permettre d'acheter les produits locaux. »*

---

## PRODUCTION ET RÉCOLTE AGROÉCOLOGIQUES

**Nous soutiendrons des systèmes de production socialement sensibles et respectueux de l'environnement qui peuvent être maîtrisés par les producteurs d'aliments locaux.**

Petits agriculteurs et paysans : des systèmes de certification de l'agriculture biologique, et autres, ont été développés pour faire monter les prix sur les marchés à l'exportation. Cependant, ces systèmes servent aussi à garantir aux consommateurs des marchés locaux l'intégrité et la valeur des produits alimentaires locaux. Par conséquent, tout en encourageant les paysans et les petites exploitations familiales à adopter ces modes de production agroécologiques, nous étudierons des modèles de certification qui ne soient pas imposés de l'extérieur et qui n'impliquent pas une charge financière trop lourde pour les producteurs.

---

*« Cessons de penser que les produits biologiques sont uniquement pour les riches qui sont les seuls à pouvoir se les permettre, ou que ces produits viennent d'ailleurs, les gens ordinaires de notre pays devraient aussi pouvoir les acquérir. »*

---

Pastoralisme : nous soutiendrons les éleveurs nomades traditionnels et leurs migrations au-delà des frontières qui assurent la conservation des territoires de pâturages et les utilisent pour produire la viande, le lait, d'autres produits alimentaires, ainsi que des fibres, du carburant et d'autres produits ;

Pêche artisanale : nous soutiendrons le travail des pêcheurs qui limitent la capture de poissons et d'autres organismes aquatiques afin d'assurer la conservation des populations de poissons, des zones de pêche, des récifs de corail, des mangroves et d'autres zones et habitats de poissons qui sont essentiels pour la reconstitution des populations de poissons. Nous intensifierons aussi notre combat pour la protection des écosystèmes marins et côtiers en favorisant une gestion de ces écosystèmes par les communautés locales avec un rôle central dévolu aux femmes.

Nous rendrons hommage aux habitants des forêts qui reconnaissent et protègent la diversité des produits de la forêt et nous exigerons la mise en place des conditions favorables à la poursuite de leur mode de vie.

## SAVOIRS LOCAUX

Nous affirmerons que les savoirs locaux et les valeurs culturelles sont des voies vers la réalisation de la souveraineté alimentaire puisque celle-ci dépend d'une relation respectueuse entre les êtres humains et les autres éléments de la nature qui font partie de nos systèmes alimentaires.

Nous identifierons diverses expériences et pratiques locales et collectives qui peuvent servir d'exemples, en admettant qu'elles sont mouvantes et dynamiques - pas statiques - et nous nous renforcerons par les échanges et la solidarité.

Nous respecterons, reconnaitrons et renforcerons la sagesse locale par la préservation des semences, grâce aux réseaux locaux de semences, à l'agriculture naturelle et traditionnelle, et aux marchés alternatifs. En outre, nous sauvegarderons les savoirs locaux en encourageant leur mise en œuvre et en soutenant ceux qui maintiennent ces savoirs vivants dans leur vie quotidienne, particulièrement les femmes et les communautés indigènes.

Nous nous battons contre toutes les formes de propriété intellectuelle sur la vie et les savoirs, ainsi que contre la privatisation et le brevetage des sagesse traditionnelles liées à la production alimentaire.

Nous encouragerons l'enseignement des savoirs locaux dans les écoles.

Nous organiserons des activités de recherche afin de compiler et de développer des solutions alternatives aux problèmes auxquels les communautés sont confrontées sur leurs territoires, tout en soutenant et en encourageant la sagesse et les connaissances traditionnelles.

Nous soutiendrons les recherches réalisées par les communautés elles-mêmes et leurs organisations locales, qui renforcent la souveraineté alimentaire et contribuent à préserver les terres productives, les ressources hydriques, les semences et le bétail.

---

*« Des espèces végétales disparaissent à cause des pratiques modernes. Les femmes étaient les détentrices traditionnelles des savoirs, nous perdons une partie de nous-mêmes en tant que femmes lorsque nous perdons nos semences et les connaissances qu'elles contiennent. La perte de la biodiversité est liée à une perte d'identité et de savoirs. »*

---

*« La grippe aviaire a été utilisée comme excuse pour détruire les petits élevages et toute concurrence à l'industrie internationale de la volaille. Nous perdons les races qui sont notre patrimoine, notre biodiversité et la souveraineté alimentaire locale. »*

---

## UTILISATION DES INSTRUMENTS ET PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Nous affirmerons la souveraineté alimentaire et les droits associés en utilisant des instruments juridiques internationaux et en faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils les mettent en œuvre.

Nous utiliserons en particulier la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que la Déclaration sur les Droits des Peuples Indigènes de l'ONU.

Des protocoles, des décisions, des directives et des programmes ont été développés par l'Orga-



nisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies, la Convention sur la Biodiversité et le Fond International pour le Développement Agricole. Ils doivent être mis en œuvre et approfondis aussi au niveau national. Par exemple, le droit fondamental à l'alimentation est affirmé dans les « directives volontaires » pour la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

Nous soutiendrons également l'adoption au niveau national et international d'instruments susceptibles de limiter les importations d'organismes génétiquement modifiés et l'octroi de droits de propriété intellectuelle sur les organismes vivants.

Nous ferons pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent en œuvre les accords internationaux qui prévoient des politiques de soutien à la souveraineté alimentaire et à la production à petite échelle. Dans le cadre de ces accords, des législations destinées à éliminer les politiques et les pratiques qui menacent la souveraineté alimentaire devront aussi être promulguées.

À l'aide de ces instruments et d'autres forums internationaux de négociation qui y sont liés, nous défendrons les droits des paysans, des éleveurs, des nomades, des bergers, des petits pêcheurs, et des peuples indigènes.

## RÉFORME AGRAIRE ET CONTRÔLE DES TERRITOIRES PAR LES COMMUNAUTÉS

Nous nous battons pour une réforme agraire complète qui assure le respect des droits des femmes, des peuples indigènes, des paysans, des petits pêcheurs, des travailleurs, des bergers nomades, des migrants et des générations futures, et qui permette la coexistence de différentes communautés sur leurs territoires.

[ 57 ] Nyéléni 2007

Les droits coutumiers aux territoires doivent être reconnus mais doivent aussi être adaptés s'ils impliquent des discriminations contre les femmes ou les communautés marginalisées.

La réforme agraire doit garantir que les terres, l'eau, les semences et les races de bétail soient utilisées en priorité pour la production alimentaire et la satisfaction d'autres besoins locaux, plutôt que pour les productions destinées à l'exportation.

Nous encouragerons une gestion des territoires par les communautés locales qui reconnaisse les droits des différents utilisateurs et qui protège les territoires des menaces pour l'environnement, comme la destruction des mangroves et des fragiles écosystèmes marins et côtiers.

---

*« Nous avons lutté pour, et nous avons obtenu, le droit de pêcher pour notre propre consommation, mais c'est une piètre victoire lorsque le poisson est pollué par les déchets industriels et nous rend malades. »*

---

Nous protégerons nos territoires en favorisant des mécanismes de production traditionnels à faible impact et en luttant contre l'aquaculture industrielle et l'industrie agro-alimentaire. Nous mettrons en évidence la capacité de la gestion traditionnelle à rechercher des pratiques contemporaines appropriées.

Nous revendiquerons le respect des droits des migrants et la régularisation de leur statut afin qu'ils ne soient plus criminalisés. Nous exigerons des lois qui permettent les migrations et la traversée des frontières, et nous lutterons contre la militarisation des frontières.

Nous défendrons un partage et une gestion équitables des ressources hydriques en présentant une alternative unie au Sommet d'Istanbul sur l'Eau en 2009.

Les peuples qui cultivent ou récoltent la nourriture doivent pouvoir utiliser les territoires, les terres et l'eau dont ils ont besoin pour produire cette nourriture. Les peuples qui pêchent doivent pouvoir utiliser les étangs, les rivières, les lacs et les zones de pêche côtières. Les éleveurs doivent pouvoir parcourir les steppes, les savanes et les autres territoires de pâturages dont ils ont besoin pour leurs animaux. Les agriculteurs doivent pouvoir utiliser les semences qu'ils ont sauvegardées, cultivées et affinées pour les adapter à leurs climats et terrains. Ils doivent pouvoir bénéficier aussi de la richesse de la biodiversité agricole qu'ils ont développée et qui non seulement permet de produire la nourriture, mais soutient également cette production (pollinisation, nutrition des sols, maîtrise des parasites), et les autres fonctions des écosystèmes qui nous offrent un air propre, une eau saine et un paysage vivant.

---

*« Les populations nomades du Sahel étaient prospères avant la colonisation. Les différentes communautés de chaque village étaient amies (paysans, bergers et nomades). Depuis la colonisation, les grandes réformes agraires ont remis en question les politiques, les pratiques et les connaissances traditionnelles du passé. Les réformes agraires et les lois de décentralisation ont ignoré les populations locales, elles ne les ont pas consultées et ont donc lourdement favorisé les cultivateurs dans la redistribution des terres. Le résultat est qu'il y a aujourd'hui de plus en plus de conflits entre les cultivateurs et les nomades. »*

---

*« Une de nos luttes aujourd'hui est de faire reconnaître les droits des nomades par les Nations Unies. »*

---



## RESISTER

Nous résisterons au modèle capitaliste mondialisé piloté par les compagnies multinationales, ainsi qu'à ses institutions et ses politiques qui empêchent les communautés de réaliser ou de consolider la souveraineté alimentaire. Cela veut dire aussi que nous contesterons les politiques gouvernementales qui facilitent le contrôle de la production et de la distribution alimentaire par les grandes firmes, et que nous entreprendrons des actions directes contre leurs pratiques.

## COMMERCE INTERNATIONAL

**Nous combinerons la lutte contre la libéralisation du commerce à la stimulation des productions locales et des marchés locaux pour construire la souveraineté alimentaire.**

Nous continuerons à attaquer l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords commerciaux régionaux et bilatéraux, le "dumping", la politisation et la manipulation de l'aide alimentaire. Nous reconquerrons le droit de chaque pays à protéger ses productions et ses marchés locaux. Nous nous battons pour des politiques alternatives dans les pays producteurs et exportateurs de produits alimentaires et agricoles : des politiques de maîtrise de la production et de soutien aux prix afin d'éviter le "dumping" ; une Farm Bill différente aux Etats-Unis d'Amérique et une Politique Agricole Commune alternative, qui soutienne l'agriculture paysanne plutôt que la grande industrie agroalimentaire, en Europe.

Nous entreprendrons également des actions contre les importations massives d'aliments « bon marché » - même celles qui suivent les événements liés au changement climatiques (sécheresses ou inondations) - qui menacent les productions locales durables. Nous combattons les

réglementations commerciales et les politiques financières internationales qui sapent la souveraineté alimentaire.

Nous continuerons à résister à tous les accords bilatéraux et multilatéraux qui empêchent la satisfaction des besoins des producteurs et des consommateurs locaux et menacent la souveraineté alimentaire.

---

*« Les pratiques ancestrales de la pêche traditionnelle avaient toujours assuré la souveraineté alimentaire aux pêcheurs, jusqu'à ce que les gouvernements des pays de l'Afrique de l'Ouest signent il y a quelques années un accord de pêche avec l'UE et la Chine, permettant ainsi aux compagnies multinationales d'exploiter de nouveaux territoires de pêche. L'arrivée de ces multinationales a considérablement accru la pression exercée sur ces ressources, et les zones qui étaient gérées par les pêcheurs traditionnels sont rapidement devenues surexploitées. En effet, les règles appliquées par les multinationales à la gestion de la pêche sont davantage déterminées par des critères économiques que par des critères de gestion durable des ressources.*

*Face à cette baisse rapide des stocks de poisson, les pêcheurs de l'Afrique de l'Ouest sont obligés de diversifier, par exemple en faisant de l'horticulture. Les témoignages des pêcheurs indonésiens indiquent que, bien que des lois nationales réglementent la répartition des territoires de pêche entre les pêcheurs traditionnels et les multinationales, celles-ci et les pêcheurs industriels respectent rarement ces lois. Les zones de pêche sont l'objet d'incursions fréquentes de la part d'autres pays.*

*L'Afrique de l'Ouest et l'Indonésie sont confrontés à des problèmes très similaires : les accords et les lois qui réglementent la pêche ne semblent pas suffire à freiner l'invasion par les flottes de pêche industrielle. Leurs prises excessives (liées à des pratiques de pêche non durables telles que l'usage de filets à petites mailles) ne sont pas contrôlées et le pillage d'autres zones de pêche ne rencontre aucune opposition à cause de la passivité des gouvernements qui ne veillent pas à l'application des lois.*

*Les pêcheurs artisanaux ont donc perdu leur souveraineté alimentaire et doivent s'organiser pour assurer le respect de leurs droits et tenter d'influencer les accords de pêche. Aujourd'hui, même si ce n'est pas dans la culture des pêcheurs d'Indonésie et d'Afrique de rechercher le pouvoir politique, ils s'organisent et se forment pour que les communautés de pêcheurs puissent mener ce combat pour la souveraineté alimentaire ».*

---

*« Notre riz se vend à 210 francs CFA le kilo sur le marché local et à 260-300 francs à Bamako. Le riz en provenance de la Thaïlande ou du Vietnam se vend ici à Sélingué à 200 francs CFA. Mais vous savez, les petits paysans de Thaïlande ne savent pas où va leur riz, il est acheté par les multinationales » (paysan du Mali).*

---

## COMPAGNIES MULTINATIONALES

**Nous nous battons contre le contrôle de la chaîne alimentaire par les grandes sociétés en récupérant le contrôle de nos territoires, de nos productions, de nos marchés et de nos modes de consommation alimentaire.**

Nous exigerons de nos gouvernements qu'ils adoptent des politiques qui empêchent la mainmise des grosses sociétés et qui favorisent le contrôle de la production et de la distribution alimentaire par les communautés.

Nous favoriserons une production écologique (agroécologie, pastoralisme, pêche artisanale, etc.) en tant que stratégie d'opposition aux compagnies multinationales. Nous nous joindrons

aux boycotts internationaux et aux campagnes destinées à démanteler le pouvoir de certaines sociétés dans le système alimentaire. Nous renforcerons nos stratégies conjointes en échangeant des informations sur l'impact de ces sociétés sur la souveraineté alimentaire.

Une production agro-alimentaire écologique et le recours à des pratiques de pêche artisanale respectueuses de l'environnement sont les piliers de la souveraineté alimentaire et de la stabilité de l'environnement. Toutefois, ces formes de production ne peuvent être préservées que si la société en reconnaît la valeur, les soutient et achète des produits locaux tout en éliminant des systèmes de production industrielle les privilèges et les subsides dont les multinationales bénéficient. Il est tout aussi important de supprimer les règlements qui servent les intérêts de la production destinée au commerce mondial, mais qui paralysent la transformation locale de produits alimentaires par des coûts élevés.

Nous avons besoin d'un processus plus large, plus inclusif, qui équilibre les droits des divers utilisateurs et leur accès aux ressources. Ce processus doit permettre une gestion durable des ressources, avec un pouvoir de décision au niveau local pour que les différents utilisateurs et leurs communautés puissent s'arranger entre eux.

Les grosses sociétés de l'industrie mondiale des semences protestent contre les lacunes du système de protection des variétés végétales, qui est l'alternative au brevetage qu'ils ont mise en place dans les années 1960. Les Européens veulent se débarrasser des droits des paysans à conserver les semences. Les Américains veulent restreindre la dérogation qui donne aux obtenteurs la liberté d'échanger leurs variétés commerciales à des fins de recherche. Dans les deux cas, leur intention est de réduire la concurrence et d'augmenter les bénéfices de ces multinationales. A court terme, les victimes seront les paysans qui finiront sans doute par payer aux géants des semences 7 milliards de dollars américains en plus chaque année. Cependant, nous serons tous perdants à long terme si les multinationales continuent à resserrer leur étau autour de nos systèmes alimentaires.

---

*« Les maladies professionnelles et les accidents du travail sont très courants dans les Zones de Transformation des Exportations en Chine. Il y a eu un cas d'empoisonnement au cadmium de certaines de travailleurs migrants, des femmes pour la plupart. Ces travailleurs avaient été forcés de quitter leurs terres pour subvenir aux besoins de leurs familles parce qu'ils ne parvenaient plus à gagner leur vie. Globalisation Monitor a aidé les travailleurs à s'organiser et a fait campagne pour obtenir des dédommagements. La société implantée à Hong-Kong a créé un fonds de dédommagement d'un million d'euros, mais les travailleurs n'ont pas été satisfaits et la lutte a continué avec le soutien international des syndicats et des groupes de consommateurs.*

*La firme a répliqué en poursuivant Globalisation Monitor et le syndicat de Hong Kong en justice. La campagne et la lutte sont toujours en cours ».*

---

Au cours de ces dix dernières années, de nombreuses compagnies multinationales d'exploitation forestière sont venues exploiter les ressources forestières du Cameroun. Cela a provoqué le déboisement rapide d'une des dernières forêts primaires du monde. Les communautés qui vivent dans ces forêts, notamment les communautés pygmées Baka et Bayeli, ont perdu leur habitat et leurs territoires de chasse. L'Organisation Internationale de Conservation a obligé l'administration à créer des parcs et des réserves naturelles et les communautés n'ont pas le droit de réaliser leurs activités de production alimentaire à l'intérieur de ces territoires protégés, même s'ils continuent à y vivre.

[ 61 ] Nyéléni 2007

---

*« Nous devons mettre fin à l'exploitation des forêts par les multinationales et développer de nouvelles approches de conservation qui ne soient pas nuisibles aux habitants des forêts. Toutes les politiques de conservation devraient être adaptées aux droits et aux besoins culturels des communautés locales pour qu'elles participent à leur gestion au lieu de se voir obligées d'adopter des pratiques alimentaires étrangères. »*

---

*« En Norvège il y avait une pétition qui revendiquait pour chaque pays le droit et l'obligation de produire des aliments pour sa consommation interne. Les règles du commerce international ne peuvent s'appliquer aux produits agricoles que dans le cadre du commerce international, c'est-à-dire aux 10% de produits alimentaires qui traversent réellement les frontières. Elles n'ont rien à voir avec les conditions de production des 90% restants de la production alimentaire mondiale qui ne traversent pas les frontières.»*

---

*« Le lait en poudre importé est un véritable défi. Un kilo de lait en poudre, qui représente 8 litres de lait, se vend à 200 francs CFA, alors que nous devons vendre notre lait entre 350 et 400 francs CFA le litre. Nous ne sommes tout simplement pas concurrentiels »*

---

*« Dans la plupart des pays africains, même si nous décidons de ne pas importer de lait en poudre, il arrive de toutes façons gratuitement dans le cadre des programmes d'aide humanitaire américains, parce que le lait en poudre en fait toujours partie. Nous avons aussi du miel local de haute qualité, mais nous sommes inondés et les producteurs sont étouffés par l'arrivée du miel industriel. Nous ne pouvons pas abandonner nos céréales traditionnelles et les connaissances ancestrales qui nous permettent de transformer nos produits »*

---

## CONFLITS ET OCCUPATION

**Nous nous joindrons aux luttes contre l'occupation et nous nous opposerons aux murs et à la militarisation des frontières.**

Les conflits, les catastrophes et l'occupation peuvent diviser les peuples et leur barrer l'accès aux produits alimentaires locaux et aux terres productives, ce qui menace gravement leur souveraineté alimentaire.

D'autre part, affirmer la souveraineté alimentaire est fondamental pour que les peuples et les communautés puissent survivre et prospérer dans des conditions difficiles.

Nous manifesterons notre solidarité avec tous les peuples qui vivent sous occupation, dont les territoires sont divisés par des murs et qui souffrent à cause des conflits et des catastrophes. Nous intensifierons nos luttes, notre résistance et nos réactions aux conflits, à l'occupation et aux catastrophes en nous enrichissant des expériences et des stratégies mises en œuvres par d'autres communautés et mouvements.

---

*« Nagalim est une région montagneuse et boisée d'environ 77.000 km<sup>2</sup> située entre l'Inde, la Birmanie et la Chine. La population de Nagalim est d'environ 4 millions de personnes qui parlent plusieurs langues et partagent une culture basée sur des valeurs telles que la générosité et l'égalitarisme. Actuellement, 200.000 soldats indiens et 100.000 soldats birmans occupent Nagalim dans le cadre d'une campagne militaire. Le peuple Naga se voit refuser le droit à l'autodétermination et à l'unité au sein d'une seule nation. Certains villages ont été réduits en cendres plus de 10 fois ; 150.000 personnes ont été tuées. L'occupation a limité le droit de circuler librement, imposé le tra-*

*vail forcé, pratiqué la torture, commis des meurtres et les récoltes ont été brûlées sur pied par les troupes birmanes en 2005.*

*Malgré ces violentes attaques, les Naga maintiennent leur tradition de résistance non-violente. »*

*« En 1916, la Grande Bretagne occupait la Palestine ; l'année suivante, la Déclaration de Balfour soutenait l'idée d'un Etat d'Israël. La résistance palestinienne à l'occupation britannique commençait en 1919. En 1948, la Grande Bretagne se retirait et Israël était créé ; 600.000 colons sionistes immigraient en Palestine et 200.000 Palestiniens devenaient des réfugiés. A cette époque, les terres étaient réparties comme suit : 87% des terres appartenaient aux Palestiniens, 6,6% aux juifs et 5,9% à l'Etat. En 1967, 44% des terres étaient confisquées ; 131 colonies étaient construites, et 150 étaient créées au hasard un peu partout en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour accueillir 400.000 colons au total. La « première Intifada » commença en 1987 et, après l'échec du processus de paix, une « deuxième Intifada » démarra en 2000.*

En 2002, l'occupation israélienne entama la construction du Mur de l'Apartheid, de 1000 km de long et de 8 à 12 mètres de haut. Pour ce faire, il fallut confisquer 45% des terres agricoles (13.350 km<sup>2</sup>), déraciner 300.000 arbres et construire 530 postes de contrôle, isolant ainsi les villages et les villes palestiniennes. Aujourd'hui, 85% des terres agricoles sont sous occupation israélienne, 90% des sources sont sous contrôle israélien (tant les nappes d'eau souterraines que les eaux de surface) et les frontières sont entièrement contrôlées par Israël.

En conséquence, les Palestiniens ne peuvent plus vendre leurs produits, ce qui asphyxie toutes les villes importantes ainsi que les villages agricoles. Les importations et les exportations sont bloquées, ce qui oblige les paysans palestiniens à servir de main-d'œuvre bon marché à l'industrie israélienne, livrant ainsi leurs terres à l'industrie agro-alimentaire et aux colonies israéliennes. Ils se battent pour une société agricole solide et autonome du point de vue alimentaire dans un état palestinien libre offrant de meilleures conditions de travail aux paysans dans un cadre intégré de développement durable. »



## TECHNOLOGIE TOXIQUE

Nous continuerons à nous battre contre les organismes génétiquement modifiés, qu'il s'agisse des produits agricoles, des animaux ou des arbres ; contre l'aquaculture industrielle ; contre le clonage du bétail ; et contre l'irradiation de la nourriture.

Nous nous battons contre l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique et contre l'introduction par le biais de l'aide alimentaire de produits agricoles génétiquement modifiés.

Outre notre soutien au moratoire international, nous organiserons des campagnes nationales pour faire interdire Terminator et les autres technologies qui provoquent la stérilisation des semences et des animaux.

Nous nous efforcerons d'obtenir un moratoire immédiat sur les nouvelles technologies, telles que la nanotechnologie, qui a déjà été introduite dans l'alimentation et l'agriculture et représente maintenant de nouvelles menaces pour la santé, l'environnement et les économies basées sur l'agriculture paysanne et la pêche.

---

*« On nous dit qu'aux Etats-Unis les gens consomment des produits alimentaires génétiquement modifiés depuis 10 ans sans aucun effet indésirable. Toutefois, lorsque le Riz Doré a été introduit au Sri Lanka, nous avons réalisé notre propre étude et nous avons constaté une augmentation du syndrome de la maladie bleue chez les nourrissons, des cancers, de l'hypertension artérielle, des maladies rénales, du diabète, des avortements spontanés et de l'infertilité. »*

---

*« Orissa est le lieu d'origine de 700 variétés indigènes de semences de riz. Les tribus sont très satisfaites de ces semences et l'organisation locale, THREAD, a conservé et multiplié plus de 400 types de semences autochtones. L'importation de semences génétiquement modifiées anéantira de précieuses variétés de semences locales. C'est un acte criminel, un viol de la nature qui, en outre, génère une dépendance par rapport aux pays développés. Il compromet notre souveraineté en nous empêchant de déterminer par nous-mêmes notre relation avec la nature et en nous réduisant en esclavage. Nous luttons pour assurer le respect de la nature nourricière et la protection de notre patrimoine commun. »*

---

*« La nanotechnologie va devenir la plus grande nouvelle vague technologique que le monde ait jamais connue. Tous ses effets sont loin d'être connus, elle profite d'un vide juridique et est développée par les mêmes grosses sociétés qui ont mis au point les OGM. Maintenant l'objectif le plus important pour nous est d'obtenir un moratoire sur l'utilisation de la nanotechnologie afin qu'elle ne puisse pas être appliquée au corps humain ou à tout autre organisme vivant, comme des animaux et des plantes. »*

---

## MONOCULTURES ET AGRO-CARBURANTS

Nous nous mobiliserons et nous engagerons dans des campagnes internationales contre la production industrielle d'agro-carburants, qui est souvent sous le contrôle de compagnies multinationales et a un impact négatif sur les personnes et l'environnement.

Nous mettrons en évidence l'impact destructeur du modèle de production qui pousse à la conversion des terres productives en monocultures pour la production d'agro-carburants, de pâte à papier, d'arbres génétiquement modifiés et autres cultures industrielles similaires (p.ex. à travers la Campagne Internationale du Désert Vert).

« L'industrie des agro-carburants rassemble les intérêts de l'industrie automobile, des producteurs d'OGM et des grands céréaliers, trois des industries les plus puissantes du monde. Ils cultivent les agro-carburants sur les terres les plus fertiles et détruisent les écosystèmes pour alimenter l'industrie automobile au lieu de nourrir les gens. Cette situation provoquera de nouvelles vagues de migrations et de désertification des campagnes. Ils plantent des arbres transgéniques, implantent des monocultures et des cultures alimentaires génétiquement modifiées non comestibles, générant ainsi un risque énorme de contamination de toute la chaîne alimentaire. »

« Les modèles de production doivent être énergétiquement efficaces et il est incohérent de baser une soi-disant technologie verte sur des monocultures toxiques. Les agro-carburants, ou cultures énergétiques, sont liés aux problématiques des OGM. C'est un nouveau stratagème de communication du lobby pro-OGM : ils favorisent des cultures d'agro-carburants génétiquement modifiées pour contourner l'opposition des consommateurs aux OGM. Leur argument est qu'ils ne se mangent pas et qu'il n'y a donc pas de raison de s'y opposer. »

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nous dénoncerons l'agriculture industrielle en tant qu'agent du changement climatique et nous remettrons en question l'utilité et l'efficacité des marchés de carbone pour réduire les émissions et assurer une justice climatique.

Nous évaluerons l'impact des changements climatiques sur la souveraineté alimentaire au niveau local et régional, particulièrement la façon dont le changement climatique affecte nos semences, nos animaux, nos ressources halieutiques, etc. Nous étudierons la capacité d'adaptation de la biodiversité face aux effets et aux impacts du changement climatique.

Nous examinerons aussi le changement climatique en tant que cause de catastrophes naturelles. Nous aiderons les communautés affectées en développant des mécanismes d'adaptation et de survie.

[ 65 ] Nyéléni 2007



Nous développerons des stratégies basées sur la solidarité et les échanges entre les régions tout en préservant le pouvoir de décision local.

Enfin, nous défendrons la souveraineté alimentaire comme une des réponses efficaces à l'impact du changement climatique.

---

*« Les multinationales et les gouvernements ont proposé des technologies comme solutions au changement climatique, mais celles-ci sont de nouvelles menaces : les agro-carburants, la géo-ingénierie - la manipulation du climat et de l'environnement -, la biologie synthétique - la création d'organismes vivants artificiels pour produire de l'énergie. »*

---

*« Le nord du Cameroun est régulièrement frappé par des pénuries alimentaires dues à la sécheresse et la population dépend de l'aide alimentaire. Le Swaziland subit une sécheresse permanente depuis dix ans, ce qui produit des pénuries alimentaires dans certaines régions et a aggravé la pauvreté. L'aide alimentaire, qui vient des Etats-Unis, de l'Allemagne et d'autres pays, a provoqué une détérioration des habitudes de consommation et asphyxié la production alimentaire locale. Les OGM prolifèrent sur les territoires locaux, tant dans l'agriculture que plus haut dans la chaîne alimentaire. Le problème du VIH/SIDA est un autre vecteur qui favorise l'arrivée de paquets composés de variétés alimentaires étrangères.*

*Des gens se battent pour sensibiliser la population à ces changements et à la souveraineté alimentaire, ils poussent la population locale à s'opposer aux activités des compagnies multinationales et à développer des solutions locales à la sécheresse et aux autres catastrophes. »*

---

## RENFORCER LE MOUVEMENT

Nous renforcerons les mouvements pour la souveraineté alimentaire par les mobilisations, la construction d'alliances, l'éducation, la communication et l'action conjointe des mouvements du monde entier, et nous vaincrons.

### MOBILISATION

Nous nous mobiliserons tous secteurs confondus dans le cadre de nos luttes communes contre les politiques des gouvernements, contre les compagnies et les institutions qui entravent la souveraineté alimentaire. Les pasteurs nomades, les pêcheurs, les paysans, les femmes, les peuples indigènes et les autres communautés de toutes les régions du monde uniront leurs efforts pour mettre en pratique et développer la souveraineté alimentaire. Grâce à l'élaboration d'un programme commun et de propositions politiques conjointes, nous pourrions construire un mouvement unifié qui sera suffisamment fort pour gagner la bataille de la souveraineté alimentaire.

---

*« En Indonésie, des groupes de consommateurs ont évalué les membres du gouvernement en fonction des critères de la souveraineté alimentaire. Ensuite ils ont encouragé leurs membres à bombarder les pires d'entre eux de lettres dénonçant leurs activités, alors que les responsables les mieux cotés recevaient des lettres d'encouragement. Les consommateurs peuvent et doivent être mobilisés ! »*

---

*« Pendant 11 ans de lutte armée au Népal, 14000 personnes ont été tuées et 4000 ont disparu ; de très nombreuses personnes ont été déplacées, blessées et mutilées, mentalement détruites. Les femmes et les enfants sont les plus durement touchés, puisque beaucoup d'enfants n'ont plus*

## Alliances et stratégies communes: construction de la plate-forme de lutte pour la souveraineté alimentaire

### La « Force » du Mouvement Paysan

Au cours des dix dernières années, le mouvement paysan est devenu le secteur social qui s'est mobilisé avec le plus de force contre l'agenda néolibéral, tant au niveau mondial qu'au niveau local, dépassant ainsi l'hyper simplification abusive du « conflit » Nord-Sud. Cette mobilisation s'est concrétisée à travers des mouvements d'envergure mondiale (Via Campesina), des organisations régionales (ROPPA), nationales (FSPI) et des formes locales ou même individuelles de résistance, telle que les Family Farm Defenders (Défenseurs des Exploitations Familiales). Le résultat le plus évident de cette mobilisation est l'impasse des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce pour la libéralisation des marchés agricoles (accompagnée de l'imposition du modèle industriel aux agricultures de la planète).

La « solitude » du mouvement paysan est évidente, particulièrement aux niveaux mondial et continental. Malgré son combat frontal basé sur la défense d'intérêts collectifs – la souveraineté alimentaire –, il n'a pas réussi à rassembler, sauf épisodiquement, les autres forces sociales qui sont l'expression des divers acteurs impliqués dans la production et la distribution alimentaire. Il n'a pas non plus été capable d'unir ses forces à d'autres groupes sociaux hors des zones rurales.

Ce problème de « solitude » ne peut pas être résolu en amalgamant les logos de diverses organisations. Il faudrait plutôt construire des alliances et des stratégies partagées au sein de la plate-forme pour la souveraineté alimentaire. Une opposition sociale pourrait ainsi se développer et changer réellement l'évolution du monde, au lieu de se limiter à s'opposer à son évolution actuelle.

Pour construire des alliances pour la souveraineté alimentaire, il est nécessaire de reconnaître, d'identifier, d'affronter et de partager les résistances nourries par les premières années des programmes d'ajustement structurel d'abord, et ensuite par les politiques néolibérales extrêmes. Ces résistances se sont développées dans les couches sociales subordonnées, aussi bien dans les zones rurales que les espaces urbains, à travers les mouvements de jeunes, de migrants, etc.

Face à une marginalisation permanente et un « avenir bouché », les sociétés du nord et du sud ont exprimé des formes de résistance à la dégradation causée par les élites gouvernantes au cours des vingt dernières années. Elles l'ont fait tout en construisant et en mettant en pratique des alternatives économiques, sociales et environnementales.

La richesse de ces expériences est encore largement dispersée, ignorée, cachée et quelquefois clandestine ; il n'est évidemment pas facile de les identifier et elles varient énormément d'un continent à l'autre, d'une société à l'autre et en fonction de conditions spécifiques multiples. Mais elles existent et sont la force qui explique comment le combat pour la dignité est devenu le moyen de survie pour des milliards de pauvres qui seraient simplement condamnés à être éliminés si elles n'existaient pas.

#### Des alliances pour qui ?

Il s'agit de construire des stratégies communes, et non pas une organisation unique, entre les acteurs sociaux qui animent cette résistance. Un tel engagement requiert une nouvelle capacité de la part de mouvements mondiaux, régionaux et nationaux plus structurés : la capacité de lancer un processus de construction d'alliances.

Les alliances sont nécessaires tout d'abord pour renforcer les résistances individuelles (le combat quotidien pour la survie et pour s'assurer un avenir) et pour favoriser des initiatives au niveau local puisque la confrontation avec les élites gouvernementales devient de plus en plus féroce, tant au niveau mondial que national. Au niveau mondial, les alliances sont nécessaires pour construire des alternatives aux instruments de domination néolibé-

rale et pour étayer les remparts politiques qui permettront à la mobilisation contre le modèle dominant de « développement » de continuer à grandir.

#### Des alliances avec qui ?

Des alliances peuvent être consolidées si elles sont le produit de larges processus stratégiques permanents. Elles exigent donc un engagement dans l'affrontement et une compréhension des diverses réalités sociales, dont le point de départ doit être le niveau local, mais sans oublier les autres niveaux de regroupement social. Dans la conjoncture actuelle, la construction de ces processus peut devenir réalité. Entre-temps, il est indispensable de recueillir les expériences d'autres mouvements paysans qui, dans la diversité de leurs positions et dimensions, s'identifient à la plate-forme pour la souveraineté alimentaire par leurs pratiques et exigences quotidiennes. Ces mouvements ont des formes d'organisation avec lesquelles il est nécessaire d'établir un dialogue stable afin de consolider des stratégies communes en incorporant leur culture et leurs modalités opérationnelles. Il existe par ailleurs d'autres producteurs d'aliments (peuples indigènes, pêcheurs artisanaux, bergers nomades, etc.) qui non seulement ont des revendications spécifiques, mais aussi des cultures, des valeurs et des méthodes d'organisation qui leur sont propres. En outre, ils ont toujours fait preuve d'une volonté et d'une capacité de résistance très fortes qui ne reflètent pas toujours leurs capacités organisationnelles, particulièrement aux niveaux régional et mondial. Ils disposent souvent d'une forte capacité de mobilisation lorsqu'il s'agit de défendre leurs droits collectifs, leur autonomie ainsi que leurs valeurs morales et religieuses.

A l'extérieur des zones rurales, les petits artisans et commerçants sont les intermédiaires de la souveraineté alimentaire. Il y a aussi d'autres producteurs de biens et de services, comme les ouvriers des usines. Ils consomment tous des produits alimentaires, mais ils sont bien plus que de simples consommateurs. Chacun d'entre eux, des ouvriers de l'industrie alimentaire aux employés du secteur des services, est lié plus ou moins directement à la destinée de la production alimentaire. Les relations avec leurs organisations sociales respectives, particulièrement ce qu'on appelle les « syndicats ouvriers », exige la mise en œuvre d'un processus compliqué parce qu'il y a des domaines de conflits d'intérêts dont il faut approfondir l'analyse pour permettre l'action commune. Cela a d'ailleurs déjà été fait entre les paysans du nord et ceux du sud, ou dans les groupes de solidarité entre les producteurs agricoles et les consommateurs des villes.

En outre, il y a toutes sortes de formes d'« associations de citoyens », de la très petite et très locale jusqu'à l'association d'envergure internationale, qui ne font souvent pas spécifiquement référence à l'alimentation et l'agriculture ou à la souveraineté alimentaire, mais sont attentives à la qualité de la vie (économique, sociale, environnementale) de par la nature même de leurs actions sociales.

Ce sont eux les acteurs qui doivent développer des relations à Nyéléni pour démarrer ou promouvoir le processus de construction d'alliances.

D'autre part, et à un autre niveau, nous devons envisager les possibilités de collaboration avec les gouvernements et les institutions internationales qui s'identifient au cadre de la souveraineté alimentaire et ont l'intention de la mettre en œuvre plutôt que de la coopter. Nous devons procéder avec prudence en évaluant en profondeur chaque institution et chaque gouvernement, en évitant les idées préconçues et en maintenant une séparation claire entre les rôles et les responsabilités de chaque acteur. Grâce à ce processus, l'autonomie et la capacité des diverses forces et groupements sociaux sera garantie et la souveraineté alimentaire ne sera pas manipulée pour servir des intérêts individuels, mais étendue au monde entier pour assurer que tous les peuples en jouissent.

*d'école et les jeunes quittent le pays. Par-dessus le marché, les catastrophes naturelles – glissements de terrain, crues, chutes de neige, sécheresse – privent la population de l'accès à la terre, aux ressources naturelles, à l'emploi, etc. Les Népalais se battent contre l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, la Banque de Développement Asiatique et leurs politiques. Ils s'efforcent de sensibiliser la population, ils font pression sur le gouvernement pour que la souveraineté alimentaire soit reprise dans la Constitution, et tentent de renforcer le réseau de solidarité au niveau international. »*

## CONSTRUCTION D'ALLIANCES ET CONSOLIDATION DE NOS PROPRES MOUVEMENTS

Nous construirons le mouvement pour la souveraineté alimentaire en consolidant nos organisations, coopératives, associations et réseaux, et en construisant des alliances stratégiques entre différents secteurs sociaux tels que les consommateurs, les étudiants, les universitaires, le monde médical, les communautés religieuses, le mouvement pour la justice environnementale, les mouvements qui revendiquent le droit à l'eau et qui aident les victimes de la construction de grands barrages, de l'exploitation minière, des guerres, de l'occupation et des catastrophes.

Nous encouragerons des relations constructives entre les communautés urbaines et rurales, entre les producteurs et les consommateurs et entre les paysans, les pêcheurs artisanaux, les pasteurs nomades et les peuples indigènes.

Nous travaillerons avec les organisations de migrants pour consolider la solidarité avec eux et mieux comprendre leurs priorités. Nous consoliderons les réseaux et les alliances entre les mouvements sociaux et les organisations de migrants, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil, et nous encouragerons l'élaboration d'un code de droits qui tienne compte de leurs points de vue.

Nous soutiendrons les organisations de femmes impliquées dans la lutte pour la souveraineté alimentaire et la protection des semences et des cultures locales. Nous atteindrons les peuples et communautés qui ne sont pas présents à ce forum et dont le rôle est pourtant essentiel dans notre lutte collective pour la souveraineté alimentaire. Les organisations représentées à Nyéléni s'engagent à continuer à travailler ensemble.

## EDUCATION

Nous favoriserons l'éducation politique afin de consolider la souveraineté alimentaire. Nous intensifierons la sensibilisation de nos organisations et nos mouvements en apprenant les uns des autres. Nous sensibiliserons également d'autres secteurs sociaux tels que les consommateurs urbains et les défenseurs de l'environnement, tant au Nord qu'au Sud.

Certains outils d'éducation sont : les journées de sensibilisation ; des ateliers basés sur la sagesse populaire ; l'éducation populaire et politique et les interventions dans les écoles. Nous utiliserons nos propres connaissances et notre expérience de la pratique pédagogique pour concrétiser la souveraineté alimentaire. Nous mettrons en œuvre des stratégies d'éducation entre autres sur les thèmes suivants : les migrations, les parcours des migrants et les liens avec notre alimentation ; l'impact du droit coutumier et du droit de propriété de la terre sur notre souveraineté alimentaire ; l'importance de consommer des produits alimentaires locaux et sains ; et les effets de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés et des pesticides.



« Les producteurs de crevettes en Louisiane, aux Etats-Unis et en Indonésie pâtissaient des prix trop bas, malgré des stocks abondants. Pendant ce temps, des élevages industriels de crevettes, après avoir asséché les marais côtiers et détruit l'habitat naturel, inondaient les marchés mondiaux de crevettes industrielles bon marchés, insipides et souvent polluées.

C'est alors que de véritables catastrophes ont détruit leurs foyers et leur gagne-pain : un tsunami dans l'océan indien et l'ouragan Katrina dans le Golfe du Mexique. Dans les deux cas, l'arrivée massive de l'aide aurait dû être suffisante pour restaurer les infrastructures côtières et remettre les communautés de pêcheurs sur pied, mais les ressources ont plutôt été canalisées vers les coupables de la situation désespérée des pêcheurs et du fragile écosystème côtier : l'expansion de l'aquaculture industrielle et du développement côtier.

Seuls et marginalisés, les pêcheurs se sont retrouvés dans une situation quasi-désespérée, obligés de choisir entre une vie de métayer ou de réfugié. La rencontre de Nyéléni leur a permis de raconter leur histoire et de trouver un terrain commun avec d'autres pêcheurs, des paysans et d'autres producteurs alimentaires du monde entier avec qui ils peuvent parler d'une seule voix et reprendre espoir en la justice.»

## COMMUNICATION

Nous renforcerons nos propres moyens de communication basés sur nos cultures et nos conditions de vie locales afin de contrer la propagande des multinationales, remettre en question le système alimentaire mondial industrialisé et mettre en évidence les bonnes expériences et connaissances locales.

[ 69 ] Nyéléni 2007

Nous utiliserons différents moyens de communication, comme Radio Mundo Real, les sites web et les radios locales, nous nous efforcerons de combler la brèche digitale. Nous actualiserons le site web Nyéléni 2007.

Nous diffuserons nos évaluations locales de l'impact du changement climatique sur les semences, les animaux, les ressources halieutiques, etc., ainsi que nos stratégies de défense de ces ressources.

Nous diffuserons les luttes des peuples indigènes par des médias alternatifs.

## JOURNÉES D'ACTION

Nous coordonnerons et participerons aux journées d'action organisées et soutenues par des organisations alliées, attirant ainsi l'attention sur la souveraineté alimentaire et nous encourageons tous les secteurs sociaux à y participer, surtout les femmes.

Par exemple :

- 8 mars : Journée Internationale des Femmes
- 14 mars : Journée Internationale contre les Grands Barrages
- 17 avril : Journée Internationale des Luttes Paysannes
- 1er mai : Journée Internationale des Luttes Ouvrières
- 12 octobre : Journée de la Résistance Indigène
- 16 octobre : Journée Mondiale de l'Alimentation
- 21 novembre : Journée de la Pêche Artisanale
- 10 décembre : Journée Mondiale des Droits de l'Homme
- 18 décembre : Journée Internationale des Migrants

## EXEMPLES D' ACTIONS SPECIFIQUES PROPOSEES PAR LES SECTEURS

### Paysans

- Entreprendre une campagne mondiale de sensibilisation du grand public à la souveraineté alimentaire.
- Lutter contre les compagnies multinationales et le contrôle qu'elles exercent sur toute la chaîne alimentaire, des semences aux supermarchés.
- Lutter contre les monocultures industrielles transgéniques qui détruisent la biodiversité et défendre l'agriculture agroécologique, qui est à la fois notre objectif et une arme contre les compagnies multinationales.

### Pêcheurs

- Intensifier notre lutte pour la protection des écosystèmes marins et côtiers, comme les mangroves, à travers la gestion de ces écosystèmes par les collectivités locales, avec un rôle central des femmes,
- Continuer à lutter contre l'aquaculture industrielle et les pratiques de pêche destructrices, et pour les droits de subsistance et la pêche artisanale.

- Unir nos forces à d'autres dans la lutte contre la privatisation et la libéralisation des zones côtières et de la haute mer, et pour garantir l'accès et le contrôle de ces zones aux pêcheurs traditionnels et à l'aquaculture artisanale.

## Pasteurs nomades

- Mieux faire reconnaître la contribution essentielle du pastoralisme à la souveraineté alimentaire et la nécessité pour les pasteurs d'être mobiles pour survivre. Construire des alliances avec d'autres secteurs pour soutenir le pastoralisme. Nous organiserons une journée internationale de soutien au pastoralisme.
- Consolider le mouvement des pasteurs nomades à tous les niveaux ; fonder notre mouvement sur les formes traditionnelles d'organisation sociale et les structures tribales ; trouver des modes de partage des territoires avec d'autres communautés ; améliorer la communication au sein de nos communautés et mieux nous informer de nos droits.
- Avec le soutien du mouvement pour la souveraineté alimentaire, les pasteurs nomades feront pression sur les autorités locales et les Etats pour permettre les migrations en général, et le passage des frontières en particulier.

## Peuples indigènes

- Protéger les territoires des peuples indigènes. Continuer à produire notre alimentation de façon traditionnelle comme nous l'avons toujours fait.
- Porter à la connaissance du grand public, à travers des média alternatifs, les luttes des peuples indigènes pour reconquérir leur souveraineté alimentaire.
- Renforcer les réseaux locaux et nationaux des peuples indigènes ainsi que leurs espaces de coordination nationaux et internationaux. Chercher un soutien international aux mobilisations nationales et locales. Par exemple, le 17 avril, unir nos forces dans le monde entier à celles du mouvement paysan contre les compagnies multinationales, et demander au mouvement paysan de se joindre aux peuples indigènes le 12 octobre (Journée de la Résistance Indigène).
- Adopter la déclaration d'Atitlán (Guatemala) des Peuples Indigènes sur la souveraineté alimentaire et d'autres déclarations internationales similaires.
- Travailler avec d'autres secteurs pour garantir les Droits Humains et les Droits des Peuples Indigènes.

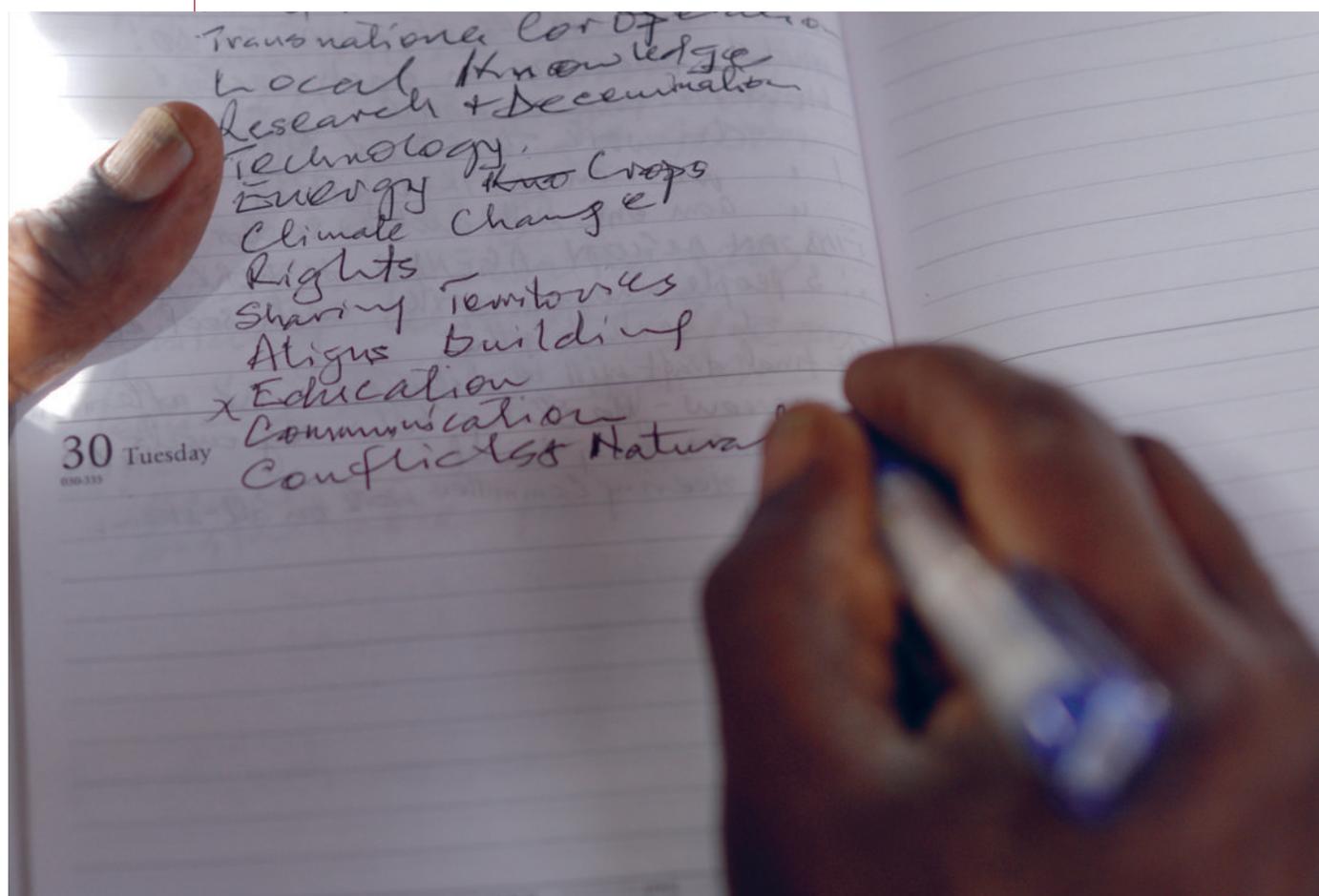


## Migrants

- Participer et apporter un soutien solidaire aux luttes contre les murs (p.ex. en Palestine, à Ceuta et Melilla, à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis) ; contre la militarisation des frontières ; contre les centres de détention ; contre la criminalisation des migrants et de leur famille ; contre la déportation.
- Œuvrer à la régularisation des migrants et de leur famille afin qu'ils puissent jouir des mêmes droits que les autres ; promouvoir l'adoption de cadres juridiques pour les migrants.
- S'opposer aux politiques et aux modèles des compagnies multinationales, ainsi qu'aux Etats qui les servent. S'opposer aux accords, aux guerres et aux violences qui provoquent le déplacement de populations et empirent encore la situation des migrants.

## Consommateurs

- Promouvoir les marchés locaux ainsi que les marchés publics pour les écoles, les hôpitaux, les bureaux de l'administration publique et obtenir des prix justes pour les producteurs.
- A partir des pays où les systèmes alimentaires locaux fonctionnent, diffuser des informations et partager des expériences (par exemple Agriculture Soutenue par la Communauté aux Etats Unis) avec les pays qui ne les connaissent pas ; mettre en commun ces initiatives locales au sein d'un mouvement mondial.
- Sensibiliser les consommateurs urbains en cessant de considérer les paysans comme des attractions touristiques pour en faire des éducateurs, sachant que les comportements des consommateurs sont avant tout conditionnés par les élites et les média. Dans ce contexte,



l'éducation doit être soutenue par la pratique, depuis les fermes urbaines jusqu'aux potagers scolaires.

## EXEMPLES DE PROPOSITIONS D' ACTIONS SPÉCIFIQUES PAR RÉGION

### Afrique

- Demander le retrait de l'agriculture de l'Organisation Mondiale du Commerce, rejeter les Accords de Partenariat Economique qui sont actuellement imposés à nos populations et demander un moratoire sur ces accords.
- Rejeter toutes les initiatives des Compagnies Multinationales et de leurs institutions internationales amies visant à s'approprier nos semences, et exiger un moratoire sur l'introduction des organismes génétiquement modifiés sur notre continent, en particulier les semences Terminator.
- L'Afrique est certainement capable de se nourrir, mais trois mondialisations successives nous ont affaiblis ; nos paysans/paysannes – particulièrement les femmes qui font la majeure partie du travail de production alimentaire et dont les droits doivent être pleinement reconnus, soutenus et réalisés – sont les spécialistes par excellence des pratiques agroécologiques.

### Asie occidentale et centrale

- Lancer des campagnes de solidarité avec les paysans frappés par l'occupation et les guerres, particulièrement ceux à qui on refuse l'accès à leurs terres suite à des confiscations, des décrets non appliqués, la présence de bombes à fragmentation et des murs d'apartheid. Ces campagnes comprendront des actions envers les médias, le boycott des produits des occupants et la consolidation des débouchés pour les paysans touchés.
- Organiser des marchés locaux écologiques et lutter contre les politiques gouvernementales qui empêchent l'octroi de subsides aux petits producteurs et favorisent les productions à grande échelle.
- Entreprendre des actions régionales et des campagnes conjointes afin de mettre en valeur et de protéger la biodiversité agricole dans la région, en commençant par le blé.

### Asie du Sud

- Faire campagne comme région contre l'expulsion des paysans de leurs terres et des pêcheurs de la mer ; mobiliser les paysans sans terre afin qu'ils puissent en acquérir.
- Lancer une campagne régionale contre la privatisation de l'eau, des terres et des semences ; entreprendre des actions directes contre les organismes génétiquement modifiés et le coton Bt ; déclarer des villages sans OGM.
- Organiser un forum similaire à celui de Nyéléni 2007 en Asie du Sud pour développer une plate-forme régionale et former un large groupe de personnes de différents secteurs aux problématiques de la souveraineté alimentaire.

### Asie du Sud Est et de l'Est

- Faire campagne contre les Accords de Libre Échange (ALE), le commerce international de poisson et contre les Compagnies Multinationales.

[ 73 ] Nyéléni 2007

- Soutenir les luttes des paysans, des pêcheurs et des peuples indigènes pour une réforme agraire générale et authentique dans la région.
- Étayer davantage le cadre de la souveraineté alimentaire tout en renforçant la construction d'alliances et la communication entre les secteurs et les pays par le biais d'échanges interpersonnels.

### Amérique latine et Caraïbes

- Mener des campagnes contre les monocultures, les déserts verts, les organismes génétiquement modifiés et les agro-carburants (et non pas les biocarburants).
- Faire campagne contre l'Accord de Libre Échange des Amériques (ALEA), les Accords de Libre Échange en général, l'Organisation Mondiale du Commerce et le Plan Colombie.
- Faire campagne pour protéger et restaurer les ressources côtières et marines, défendre l'accès à l'eau et empêcher sa privatisation. Faire campagne contre les grands barrages.

### Amérique du Nord et Mexique

- Mener des campagnes d'éducation de masse sur la souveraineté alimentaire et faire campagne, avec un soutien international, pour réformer la Farm Bill des Etats-Unis.
- Exiger que les Accords de Libre Échange soient renégociés et ne s'appliquent pas à l'agriculture; manifester avec les Canadiens à la frontière avec les Etats-Unis, avec les Américains à Washington, avec les Mexicains à la frontière avec les Etats-Unis. Unir nos forces à celles des pêcheurs artisanaux ; soutenir et inclure les peuples indigènes ; inclure les femmes, les jeunes, les ouvriers.
- Poursuivre les campagnes anti-OGM et anti-Terminator, continuer à travailler pour obtenir des interdictions nationales dans le monde entier et cibler des compagnies multinationales spécifiques.

### Europe

- Faire campagne contre les Accords de Libre Échange/ les Accords de Partenariat Économique avec les blocs commerciaux régionaux et coopérer avec les militants des régions respectives ; nous joindre à la Semaine Mondiale d'Action contre les Accords de Partenariat Économique ; réformer la Politique Agricole Commune pour qu'elle soit fondée sur la Souveraineté Alimentaire.
- Intensifier les campagnes en cours – comme celles contre les organismes génétiquement modifiés, la technologie Terminator (particulièrement lors de la Convention sur la Biodiversité/9ème Conférence des Parties CBD/COP9 à Bonn, Allemagne), les agro-carburants et leur contrôle par les Compagnies Multinationales -, identifier et mettre en avant les éléments de souveraineté alimentaire dans ces campagnes, y incorporer les nouveaux acteurs qui soutiennent la Déclaration de Nyéléni.
- Promouvoir les systèmes d' Agriculture Soutenue par la Communauté (ASC), même dans les pays où ils ne sont pas encore présents ; renforcer les marchés locaux ; faire campagne pour contrecarrer la mainmise des supermarchés.

## LISTE DE CONTACTS :

**Informations courantes sur Nyéléni :** [www.nyeleni.org](http://www.nyeleni.org) / [info@nyeleni.org](mailto:info@nyeleni.org)

**La Via Campesina :** [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org) / [viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org)

**La Marche Mondiale des Femmes :** [www.worldmarchofwomen.org](http://www.worldmarchofwomen.org) / [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org)

**Le Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Pêche (WFF) :**  
[www.pcffa.org](http://www.pcffa.org) / [wff.htm](http://wff.htm)

**Le Forum Mondial des Peuples Pêcheurs (WFFP) :**  
[www.wfffishers.org](http://www.wfffishers.org) / [samitha@wfffishers.org](mailto:samitha@wfffishers.org)

**Le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (IPC) :** [www.foodsovereignty.org](http://www.foodsovereignty.org) / [lo@foodsovereignty.org](mailto:lo@foodsovereignty.org)

**Les Amis de la Terre International :** [www.foei.org](http://www.foei.org) / [info@foei.org](mailto:info@foei.org)

**ROPPA - Réseau d'organisations d'agriculteurs et de producteurs de l'Afrique de l'ouest :**  
[www.roppa.info](http://www.roppa.info)

**La Coordination Nationale des Organisations Paysannes, Mali (CNOP-Mali) :**  
[www.cnop-mali.org](http://www.cnop-mali.org) / [cnopmali@yahoo.fr](mailto:cnopmali@yahoo.fr)

**Le Réseau pour la Souveraineté Alimentaire représenté par Food & Water Watch (USA) :**  
[www.foodandwaterwatch.org](http://www.foodandwaterwatch.org) / [foodandwater@fwatch.org](mailto:foodandwater@fwatch.org) et le

**Fonds pour le Développement (Norvège) :** [www.utviklingsfondet.no](http://www.utviklingsfondet.no) / [post@utviklingsfondet.no](mailto:post@utviklingsfondet.no)

.....  
*« Nos problèmes ne peuvent pas être plus grands que notre désir de continuer à les surmonter ! Nous devons avancer comme une rivière, goutte à goutte, petit à petit, mais en devenant plus forts à chaque pas. »*  
.....

## Six piliers de la Souveraineté Alimentaire

**1. Donne priorité à l'alimentation des peuples :** La souveraineté alimentaire place tous les peuples, y compris les affamés, ceux qui vivent sous occupation, dans des zones de conflit ou qui sont marginalisés, au centre des politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche. Elle garantit ainsi un approvisionnement suffisant en produits alimentaires sains et culturellement adaptés à tous les individus. Elle rejette le principe selon lequel l'alimentation n'est qu'une marchandise parmi d'autres ou une simple composante de l'industrie agro-alimentaire internationale.

**2. Valorise les producteurs d'aliments :** la souveraineté alimentaire valorise et soutient tous ceux qui sèment, cultivent, récoltent et transforment la nourriture. Elle respecte les droits des hommes et des femmes, des paysans et des petits exploitants familiaux, des pasteurs nomades, des pêcheurs artisanaux, des habitants des forêts, des peuples indigènes et des ouvriers agricoles et de la pêche, y compris les migrants. Elle rejette les politiques, actions et programmes qui les dévalorisent, menacent leurs moyens d'existence et les éliminent.

**3. Localise les Systèmes de Production Alimentaire :** la souveraineté alimentaire rapproche les producteurs des consommateurs. Elle place les producteurs et les consommateurs au cœur des décisions sur les problématiques alimentaires. Elle protège les producteurs contre le "dumping" des produits alimentaires et de l'aide alimentaire sur les marchés locaux; Elle protège les consommateurs contre les aliments de mauvaise qualité et malsains, contre l'aide alimentaire inadaptée et la nourriture polluée par des organismes génétiquement modifiés. Elle s'oppose aux structures, aux accords et aux pratiques de gouvernance qui dépendent d'un commerce international non durable, non équitable et qui le favorisent, tout en laissant le pouvoir aux mains de compagnies lointaines et irresponsables.

**4. Etablit le Contrôle au niveau Local :** la souveraineté alimentaire place le contrôle du territoire, des terres cultivables, des pâtures, de l'eau, des semences, des cheptels de bétail et des stocks de poisson entre les mains des producteurs d'aliments locaux. Ils peuvent utiliser et partager ces ressources de manière socialement responsable et écologiquement durable en préservant la diversité. Elle reconnaît que les territoires locaux traversent souvent les frontières géopolitiques et garantit le droit des communautés locales à habiter et à utiliser leurs territoires. Elle favorise les interactions positives entre les producteurs d'aliments de régions, de territoires et de secteurs différents, car celles-ci contribuent à résoudre les conflits internes ou les conflits avec les autorités locales et nationales. Elle rejette la privatisation des ressources naturelles par le truchement de lois, de contrats commerciaux et des droits de propriété intellectuelle.

**5. Consolide les Savoirs et les Compétences :** les compétences et les savoirs locaux ainsi que la transmission aux générations futures sont à la base de la souveraineté alimentaire . Le développement de systèmes de recherche adaptés pour soutenir les producteurs et de leurs organisations, qui conservent, développent et gèrent des systèmes locaux de production alimentaire et de récolte est donc nécessaire tout comme le rejet des technologies destructrices, menaçantes ou polluantes, comme par exemple le génie génétique.

**6. Travaille avec la Nature :** la souveraineté alimentaire met à profit les richesses de la nature en utilisant des méthodes de récolte et de production agroécologiques à faible usage d'intrants. Elle s'appuie sur des pratiques qui maximisent l'apport des écosystèmes et améliorent leur résistance et leur capacité d'adaptation, particulièrement dans le contexte du changement climatique. Elle cherche à guérir la planète pour que celle-ci puisse nous guérir à son tour. Elle rejette les méthodes nuisibles aux écosystèmes, telles que les monocultures et les élevages industriels à haute consommation d'énergie, les pratiques de pêche dévastatrices et les autres modes de production industrialisés qui détruisent l'environnement et contribuent au changement climatique.